

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«L'ONU ne doit pas remettre en question les droits humains»

Discours du Pape Benoît XVI du 18 avril 2008 devant l'Assemblée générale des Nations Unies

hd. Du 15 au 21 avril, le Pape Benoît XVI a visité les Etats-Unis. Sa visite était destinée à l'Eglise catholique-romaine et aux millions de croyants des différentes communautés religieuses américaines. Ses nombreux entretiens, homélies et discours ont été suivis par l'opinion mondiale. Son discours du 18 avril devant l'Assemblée générale des Nations Unies est particulièrement intéressant. Il y affirme une nouvelle fois l'importance que cette Assemblée d'Etats souverains et égaux en droits revêt dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Elle constitue une alternative et une réponse humaines aux efforts de suprématie d'une ou de plusieurs grandes puissances. Il est capital de respecter le droit international et les droits de l'homme qui ont une valeur universelle. L'Eglise les appuie pleinement notamment parce qu'ils sont à la base du dialogue interreligieux, qui est si important.

Etant donné la signification fondamentale de ce texte, nous en reproduisons la version française dans son intégralité.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En m'adressant à cette Assemblée, j'aimerais avant tout vous exprimer, Monsieur le Président, ma vive reconnaissance pour vos aimables paroles. Ma gratitude va aussi au Secrétaire général, Monsieur Ban Ki-moon, qui m'a invité à venir visiter le Siège central de l'Organisation, et pour l'accueil qu'il m'a réservé. Je salue les Ambassadeurs et les diplomates des Pays membres et toutes les personnes présentes.

A travers vous, je salue les peuples que vous représentez ici. Ils attendent de cette institution qu'elle mette en œuvre son inspiration fondatrice, à savoir constituer un «centre pour la coordination de l'activité des Nations Unies en vue de parvenir à la réalisation des fins communes» de paix et de développement (cf. Charte des Nations Unies, art. 1.2-1.4).

Comme le Pape Jean-Paul II l'exprimait en 1995, l'Organisation devrait être un «centre moral, où toutes les nations du monde se sentent chez elles, développant la conscience commune d'être, pour ainsi dire, une famille de nations» (Message à l'Assemblée générale des Nations Unies pour le 50^e anniversaire de la fondation, New York, 5 octobre 1995).

A travers les Nations Unies, les Etats ont établi des objectifs universels qui, même s'ils ne coïncident pas avec la totalité du bien commun de la famille humaine, n'en représentent pas moins une part fondamentale.

Les principes fondateurs de l'Organisation – le désir de paix, le sens de la justice, le respect de la dignité de la personne, la coopération et l'assistance humanitaires – sont l'expression des justes aspirations de l'esprit humain et constituent les idéaux qui devraient sous-tendre les relations internationales.

Comme mes prédécesseurs Paul VI et Jean-Paul II l'ont affirmé depuis cette même tribune, tout cela fait partie de réalités que l'Eglise catholique et le Saint-Siège considèrent avec attention et intérêt, voyant dans votre activité un exemple de la manière dont les problèmes et les conflits qui concernent la communauté mondiale peuvent bénéficier d'une régulation commune. Les Nations Unies concrétisent l'aspiration à «un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale» (Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, n. 43), qui doit être inspiré et guidé par le principe de subsidiarité et donc être capable de répondre aux exigences de la famille humaine, grâce à des règles internationales

efficaces et à la mise en place de structures aptes à assurer le déroulement harmonieux de la vie quotidienne des peuples.

Cela est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel où l'on fait l'expérience du paradoxe évident d'un consensus multilatéral qui continue à être en crise parce qu'il est encore subordonné aux décisions d'un petit nombre, alors que les problèmes du monde exigent, de la part de la communauté internationale, des interventions sous forme d'actions communes.

En effet, les questions de sécurité, les objectifs de développement, la réduction des inégalités au niveau local et mondial, la protection de l'environnement, des ressources et du climat, requièrent que tous les responsables de la vie internationale agissent de concert et soient prêts à travailler en toute bonne foi, dans le respect du droit, pour promouvoir la solidarité dans les zones les plus fragiles de la planète.

Je pense en particulier à certains pays d'Afrique et d'autres continents qui restent encore en marge d'un authentique développement intégral, et qui risquent ainsi de ne faire l'expérience que des effets négatifs de la mondialisation.

Dans le contexte des relations internationales, il faut reconnaître le rôle primordial des règles et des structures qui, par nature, sont ordonnées à la promotion du bien commun et donc à la sauvegarde de la liberté humaine.

Ces régulations ne limitent pas la liberté. Au contraire, elles la promeuvent quand elles interdisent des comportements et des actions qui vont à l'encontre du bien commun, qui entravent son exercice effectif et qui compromettent donc la dignité de toute personne humaine.

Au nom de la liberté, il doit y avoir une corrélation entre droits et devoirs, en fonction

«Les Nations Unies concrétisent l'aspiration à «un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale» (Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, n. 43), qui doit être inspiré et guidé par le principe de subsidiarité et donc être capable de répondre aux exigences de la famille humaine, grâce à des règles internationales efficaces et à la mise en place de structures aptes à assurer le déroulement harmonieux de la vie quotidienne des peuples.

Cela est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel où l'on fait l'expérience du paradoxe évident d'un consensus multilatéral qui continue à être en crise parce qu'il est encore subordonné aux décisions d'un petit nombre, alors que les problèmes du monde exigent, de la part de la communauté internationale, des interventions sous forme d'actions communes.

En effet, les questions de sécurité, les objectifs de développement, la réduction des inégalités au niveau local et mondial, la protection de l'environnement, des ressources et du climat, requièrent que tous les responsables de la vie internationale agissent de concert et soient prêts à travailler en toute bonne foi, dans le respect du droit, pour promouvoir la solidarité dans les zones les plus fragiles de la planète.»

desquels toute personne est appelée à prendre ses responsabilités dans les choix qu'elle opère, en tenant compte des relations tissées avec les autres.

Nous pensons ici à la manière dont les résultats de la recherche scientifique et des avancées technologiques ont parfois été utilisés. Tout en reconnaissant les immenses bénéfices que l'humanité peut en tirer, certaines de leurs applications représentent une violation évidente de l'ordre de la création, au point non seulement d'être en contradiction avec le caractère sacré de la vie, mais d'arriver à priver la personne humaine et la famille de leur identité naturelle.

De la même manière, l'action internationale visant à préserver l'environnement et à protéger les différentes formes de vie sur la terre doit non seulement garantir un usage rationnel de la technologie et de la science, mais doit aussi redécouvrir l'authentique image de la création. Il ne s'agira jamais de devoir choisir entre science et éthique, mais bien plutôt d'adopter une méthode scientifique qui soit véritablement respectueuse des impératifs éthiques.

La reconnaissance de l'unité de la famille humaine et l'attention portée à la dignité innée de toute femme et de tout homme reçoivent aujourd'hui un nouvel élan dans le principe de la responsabilité de protéger. Il n'a été défini que récemment, mais il était déjà implicitement présent dès les origines des Nations Unies et, actuellement, il caractérise toujours davantage son activité.

Tout Etat a le devoir primordial de protéger sa population contre les violations graves et répétées des droits de l'homme, de même que des conséquences de crises humanitaires liées à des causes naturelles ou provoquées par l'action de l'homme.

S'il arrive que les Etats ne soient pas en mesure d'assurer une telle protection, il revient à la communauté internationale d'intervenir avec les moyens juridiques prévus par la Charte des Nations Unies et par d'autres instruments internationaux.

L'action de la communauté internationale et de ses institutions, dans la mesure où elle est respectueuse des principes qui fondent l'ordre international, ne devrait jamais être interprétée comme une coercition injustifiée ou comme une limitation de la souveraineté. A l'inverse, c'est l'indifférence ou la non-intervention qui causent de réels dommages. Il faut réaliser une étude approfondie des modalités pour prévenir et gérer les conflits, en utilisant tous les moyens dont dispose l'action diplomatique et en accordant attention et soutien même au plus léger signe de dialogue et de volonté de réconciliation.

Le principe de la «responsabilité de protéger» était considéré par l'antique *ius gentium* comme le fondement de toute action entreprise par l'autorité envers ceux qui sont gouvernés par elle: à l'époque où le concept d'Etat national souverain commençait à se développer, le religieux dominicain Francisco De Vitoria, considéré à juste titre comme un précurseur de l'idée des Nations Unies, décrivait cette responsabilité comme un aspect de la raison naturelle partagé par toutes les nations, et le fruit d'un droit international dont la tâche était de réguler les relations entre les peuples.

Aujourd'hui comme alors, un tel principe doit faire apparaître l'idée de personne comme image du Créateur, ainsi que le désir d'absolu et l'essence de la liberté.

«Tout Etat a le devoir primordial de protéger sa population contre les violations graves et répétées des droits de l'homme, de même que des conséquences de crises humanitaires liées à des causes naturelles ou provoquées par l'action de l'homme.

S'il arrive que les Etats ne soient pas en mesure d'assurer une telle protection, il revient à la communauté internationale d'intervenir avec les moyens juridiques prévus par la Charte des Nations Unies et par d'autres instruments internationaux.

L'action de la communauté internationale et de ses institutions, dans la mesure où elle est respectueuse des principes qui fondent l'ordre international, ne devrait jamais être interprétée comme une coercition injustifiée ou comme une limitation de la souveraineté. A l'inverse, c'est l'indifférence ou la non-intervention qui causent de réels dommages. Il faut réaliser une étude approfondie des modalités pour prévenir et gérer les conflits, en utilisant tous les moyens dont dispose l'action diplomatique et en accordant attention et soutien même au plus léger signe de dialogue et de volonté de réconciliation.»

Le fondement des Nations Unies, nous le savons bien, a coïncidé avec les profonds bouleversements dont a souffert l'humanité lorsque la référence au sens de la transcendance et à la raison naturelle a été abandonnée et que par conséquent la liberté et la dignité humaine furent massivement violées.

Dans de telles circonstances, cela menace les fondements objectifs des valeurs qui inspirent et régulent l'ordre international et cela mine les principes intangibles et coercitifs formulés et consolidés par les Nations Unies.

Face à des défis nouveaux répétés, c'est une erreur de se retrancher derrière une approche pragmatique, limitée à mettre en place des «bases communes», dont le contenu est minimal et dont l'efficacité est faible.

La référence à la dignité humaine, fondement et fin de la responsabilité de protéger, nous introduit dans la note spécifique de cette année, qui marque le soixantième anniversaire de la *Déclaration universelle des Droits de l'homme*.

Ce document était le fruit d'une convergence de différentes traditions culturelles et religieuses, toutes motivées par le désir commun de mettre la personne humaine au centre des institutions, des lois et de l'action des sociétés, et de la considérer comme essentielle pour le monde de la culture, de la religion et de la science.

Les droits de l'homme sont toujours plus représentés comme le langage commun et le substrat éthique des relations internationales. Tout comme leur universalité, leur indivisibilité et leur interdépendance sont autant de garanties de protection de la dignité humaine.

Mais il est évident que les droits reconnus et exposés dans la *Déclaration* s'appliquent à tout homme, cela en vertu de l'ori-

«L'ONU ne doit pas remettre en ...»

suite de la page 1

gine commune des personnes, qui demeure le point central du dessin créateur de Dieu pour le monde et pour l'histoire.

Ces droits trouvent leur fondement dans la loi naturelle inscrite au cœur de l'homme et présente dans les diverses cultures et civilisations. Détacher les droits humains de ce contexte signifierait restreindre leur portée et céder à une conception relativiste, pour laquelle le sens et l'interprétation des droits pourraient varier et leur universalité pourrait être niée au nom des différentes conceptions culturelles, politiques, sociales et même religieuses. La grande variété des points de vue ne peut pas être un motif pour oublier que ce ne sont pas les droits seulement qui sont universels, mais également la personne humaine, sujet de ces droits.

A la fois nationale et internationale, la vie de la communauté met clairement en évidence que le respect pour les droits et pour les garanties qui leur sont attachées sont la mesure du bien commun, utilisée pour apprécier le rapport entre justice et injustice, développement et pauvreté, sécurité et conflits.

La promotion des droits de l'homme demeure la stratégie la plus efficace quand il s'agit de combler les inégalités entre des pays et des groupes sociaux, quand il s'agit aussi de renforcer la sécurité. En effet les victimes de la misère et du désespoir dont la dignité humaine est impunément violée, deviennent des proies faciles pour les tenants du recours à la violence et deviennent à leur tour des destructeurs de paix.

Pourtant le bien commun que les droits de l'homme aident à réaliser ne peut pas être atteint en se contentant d'appliquer des procédures correctes ni même en pondérant des droits en opposition. Le mérite de la Décla-

«Les droits de l'homme sont toujours plus présentés comme le langage commun et le substrat éthique des relations internationales. Tout comme leur universalité, leur indivisibilité et leur interdépendance sont autant de garanties de protection de la dignité humaine. [...]

Ces droits trouvent leur fondement dans la loi naturelle inscrite au cœur de l'homme et présente dans les diverses cultures et civilisations.»

ration universelle a été d'ouvrir à des cultures, à des expressions juridiques et à des modèles institutionnels divers la possibilité de converger autour d'un noyau fondamental de valeurs et donc de droits.

Mais c'est un effort qui, de nos jours, doit être encore plus soutenu face à des instances qui cherchent à réinterpréter les fondements de la Déclaration et à compromettre son unité interne pour favoriser le passage de la protection de la dignité humaine à la satisfaction de simples intérêts, souvent particuliers. La Déclaration a été adoptée comme «un idéal commun qui est à atteindre» (Préambule) et elle ne peut pas être utilisée de manière partielle, en suivant des tendances ou en opérant des choix sélectifs qui risquent de contredire l'unité de la personne humaine et donc l'indivisibilité de ses droits.

Nous constatons souvent dans les faits une prédominance de la légalité par rapport à la justice quand se manifeste une attention à la revendication des droits qui va jusqu'à les faire apparaître comme le résultat exclusif de dispositions législatives ou de décisions normatives prises par les diverses instances des autorités en charge.

Quand ils sont présentés sous une forme de pure légalité, les droits risquent de devenir des propositions de faible portée, séparés de la dimension éthique et rationnelle qui constitue leur fondement et leur fin.

La Déclaration universelle a en effet réaffirmé avec force la conviction que le respect des droits de l'homme s'enracine avant tout sur une justice immuable, sur laquelle la force contraignante des proclamations internationales est aussi fondée.

C'est un aspect qui est souvent négligé quand on prétend priver les droits de leur vraie fonction au nom d'une perspective utilitariste étroite.

Parce que les droits et les devoirs qui leur sont liés découlent naturellement de l'interaction entre les hommes, il est facile d'oublier qu'ils sont le fruit du sens commun de la justice, fondé avant tout sur la solidarité entre les membres du corps social et donc valable dans tous les temps et pour tous les peuples.

C'était une intuition exprimée, dès le V^e siècle après Jésus Christ, par l'un des maîtres de notre héritage intellectuel, Augustin d'Hippone. Il enseignait que «le précepte: «Ce que tu ne veux pas qu'on te fasse, ne le fais pas à autrui» ne peut en aucune façon varier en fonction de la diversité des peuples» (*De Doctrina Christiana III*, 14). Les droits de l'homme exigent alors d'être respectés parce qu'ils sont l'expression de la justice et non simplement en raison de la force coercitive liée à la volonté des législateurs.

«La promotion des droits de l'homme demeure la stratégie la plus efficace quand il s'agit de combler les inégalités entre des pays et des groupes sociaux, quand il s'agit aussi de renforcer la sécurité.»

Mesdames et Messieurs, à mesure que l'on avance dans l'histoire, de nouvelles situations surgissent et l'on cherche à y attacher de nouveaux droits. Le discernement, c'est-à-dire la capacité de distinguer le bien du mal, est encore plus nécessaire quand sont en jeu des exigences qui appartiennent à la vie et à l'action de personnes, de communautés et de peuples. Quand on affronte le thème des droits, qui mettent en jeu des situations importantes et des réalités profondes, le discernement est une vertu à la fois indispensable et féconde.

Le discernement nous amène alors à souligner que laisser aux seuls Etats, avec leurs lois et leurs institutions, la responsabilité ultime de répondre aux aspirations des personnes, des communautés et de peuples tout entier peut parfois entraîner des conséquences rendant impossible un ordre social respectueux de la dignité de la personne et de ses droits.

Par ailleurs, une vision de la vie solidement ancrée dans la dimension religieuse peut permettre d'y parvenir, car la reconnaissance de la valeur transcendante de tout homme et de toute femme favorise la conversion du cœur, ce qui conduit alors à un engagement contre la violence, le terrorisme ou la guerre, et à la promotion de la justice et de la paix.

Cela favorise aussi un milieu propice au dialogue interreligieux que les Nations Unies sont appelées à soutenir comme elles soutiennent le dialogue dans d'autres domaines de l'activité humaine. Le dialogue doit être reconnu comme le moyen par lequel les diverses composantes de la société peuvent confronter leurs points de vue et réaliser un consensus autour de la vérité concernant des valeurs ou des fins particulières.

Il est de la nature des religions librement pratiquées de pouvoir mener de manière autonome un dialogue de la pensée et de la vie. Si, à ce niveau là aussi, la sphère religieuse est séparée de l'action politique, il en ressort également de grands bénéfices pour les personnes individuelles et pour les communautés.

D'autre part, les Nations Unies peuvent compter sur les fruits du dialogue entre les religions et tirer des bénéfices de la volonté des croyants de mettre leur expérience au service du bien commun. Leur tâche est de proposer une vision de la foi non pas en termes d'intolérance, de discrimination ou de conflit, mais en terme de respect absolu de la vérité, de la coexistence, des droits et de la réconciliation.

Les droits de l'homme doivent évidemment inclure le droit à la liberté religieuse, comprise comme l'expression d'une dimension à la fois individuelle et communautaire, perspective qui fait ressortir l'unité de la personne tout en distinguant clairement entre la dimension du citoyen et celle du croyant. Au cours des dernières années, l'action des Nations Unies a permis que le débat public offre des points de vue inspirés par une vision reli-

gieuse dans toutes ses dimensions y compris le rite, le culte, l'éducation, la diffusion d'information et la liberté de professer et de choisir sa religion.

Il n'est donc pas imaginable que des croyants doivent se priver d'une partie d'eux-mêmes – de leur foi – afin d'être des citoyens actifs. Il ne devrait jamais être nécessaire de nier Dieu pour jouir de ses droits.

Il est d'autant plus nécessaire de protéger les droits liés à la religion s'ils sont considérés comme opposés à une idéologie séculière dominante ou à des positions religieuses majoritaires, de nature exclusive. La pleine garantie de la liberté religieuse ne peut pas être limitée au libre exercice du culte, mais doit prendre en considération la dimension publique de la religion et donc la possibilité pour les croyants de participer à la construction de l'ordre social.

Ils le font effectivement à l'heure actuelle par exemple à travers leur engagement efficace et généreux dans un vaste réseau d'initiatives qui va des Universités, des Instituts scientifiques et des écoles, jusqu'aux structures qui promeuvent la santé et aux organisations caritatives au service des plus pauvres et des laissés-pour-compte. Refuser de reconnaître l'apport à la société qui s'enracine dans la dimension religieuse et dans la recherche de l'Absolu – qui par nature exprime une communion entre les personnes – reviendrait à privilégier dans les faits une approche individualiste et, ce faisant, à fragmenter l'unité de la personne.

Ma présence au sein de cette Assemblée est le signe de mon estime pour les Nations Unies et elle veut aussi manifester le souhait que l'Organisation puisse être toujours davantage un signe d'unité entre les Etats et un instrument au service de toute la famille humaine.

Elle manifeste aussi la volonté de l'Eglise catholique d'apporter sa contribution aux relations internationales d'une manière qui permette à toute personne et à tout peuple de sentir qu'ils ont leur importance.

D'une manière qui est en harmonie avec sa contribution au domaine éthique et moral et à la libre activité de sa foi, l'Eglise travaille aussi à la réalisation de ces objectifs à travers l'activité internationale du Saint-Siège.

Le Saint-Siège a en effet toujours eu sa place dans les assemblées des Nations tout en manifestant son caractère spécifique comme sujet dans le domaine international. Comme les Nations Unies l'ont récemment confirmé, le Saint-Siège apporte aussi sa contribution selon les dispositions du droit international, aidant à la définition de ce droit et y recourant.

«Ma présence au sein de cette Assemblée est le signe de mon estime pour les Nations Unies et elle veut aussi manifester le souhait que l'Organisation puisse être toujours davantage un signe d'unité entre les Etats et un instrument au service de toute la famille humaine.»

«[...] une vision de la vie solidement ancrée dans la dimension religieuse peut permettre d'y parvenir, car la reconnaissance de la valeur transcendante de tout homme et de toute femme favorise la conversion du cœur, ce qui conduit alors à un engagement contre la violence, le terrorisme ou la guerre, et à la promotion de la justice et de la paix.

Cela favorise aussi un milieu propice au dialogue interreligieux que les Nations Unies sont appelées à soutenir comme elles soutiennent le dialogue dans d'autres domaines de l'activité humaine. Le dialogue doit être reconnu comme le moyen par lequel les diverses composantes de la société peuvent confronter leurs points de vue et réaliser un consensus autour de la vérité concernant des valeurs ou des fins particulières.»

Les Nations Unies demeurent un lieu privilégié où l'Eglise s'efforce de partager son expérience «en humanité», qui a mûri tout au long des siècles parmi les peuples de toute race et de toute culture, et de la mettre à la disposition de tous les membres de la Communauté internationale.

Cette expérience et cette activité, qui visent à obtenir la liberté pour tout croyant, cherchent aussi à assurer une protection plus grande aux droits de la personne. Ces droits trouvent leur fondement et leur forme dans la nature transcendante de la personne, qui permet aux hommes et aux femmes d'avancer sur le chemin de la foi et de la recherche de Dieu dans ce monde. Il faut renforcer la reconnaissance de cette dimension si nous voulons soutenir l'espérance de l'humanité en un monde meilleur et si nous voulons créer les conditions pour la paix, le développement, la coopération et la garantie des droits pour les générations à venir.

Dans ma récente encyclique *Spe salvi*, je rappelais que «la recherche pénible et toujours nouvelle d'ordonnements droits pour les choses humaines est le devoir de chaque génération» (n. 25). Pour les chrétiens, cette tâche trouve sa justification dans l'espérance qui jaillit de l'œuvre salvifique de Jésus Christ. C'est pourquoi l'Eglise est heureuse d'être associée aux activités de cette honorable Organisation qui a la responsabilité de promouvoir la paix et la bonne volonté sur toute la terre. Chers Amis, je vous remercie de m'avoir permis de m'adresser à vous aujourd'hui et je vous promets le soutien de mes prières pour que vous poursuiviez votre noble tâche.

Avant de prendre congé de cette illustre Assemblée, je voudrais adresser mes souhaits dans les langues officielles à toutes les nations qui y sont représentées.

Paix et prospérité, avec l'aide de Dieu! •

Source: www.zenit.org

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Crise de céréales mais pas d'OGM en Afrique

Le cas de la République Démocratique du Congo

par Joseph M. Kyalangilwa, Président du Great Lakes Forum International (Suisse)

Ces dernières semaines, toutes les capitales du monde sonnent l'alarme sur la pénurie des principales céréales de grande consommation. Il s'agit notamment du riz et du maïs dont le prix monte vertigineusement sur les marchés. Les premières causes de l'envolée du prix des céréales seraient les productions industrielles des biocarburants utilisant d'énormes quantités de cette denrée alimentaire comme matières premières.

Il est vrai que certains continents comme l'Amérique et l'Europe utilisent déjà le biocarburant dans leurs automobiles et avions. A notre connaissance, l'Afrique qui, du reste, regorge encore d'énormes réserves en pétrole à exploiter rationnellement, ne peut pas se permettre le luxe de transformer en biocarburants ses maigres productions en céréales actuelles. L'Afrique doit plutôt profondément repenser sa politique agricole. Celle-ci devra s'inscrire dans la catégorie des projets prioritaires à court et à moyen termes des gouvernements de tous les Etats africains.

Pas d'OGM en Afrique

Mais attention, que les pays africains s'interdisent formellement à faire appel à l'usage des OGM (organismes génétiquement mo-

difiés) que les producteurs occidentaux cherchent à tout prix à introduire en Afrique pour des buts inavoués. Nous en connaissons les conséquences néfastes, car, les Etats africains qui acceptent les OGM doivent savoir que de ce fait, ils placent leurs pays sous le joug de la politique néocolonialiste tant voulue par certaines puissances occidentales.

Il est dès lors vivement recommandé aux parlementaires africains de contrôler vigoureusement les politiques agricoles des gouvernements de leurs Etats respectifs. Ces programmes doivent occuper la place de choix dans les projets à court et à moyen termes pour les cultures vivrières et, à long terme pour les cultures pérennes. Au cas où les gouvernements s'abstenaient d'introduire au Parlement les projets de lois prohibant l'usage des OGM dans l'agriculture, que les Députés en proposent les lois.

Expropriation

d'une bonne partie des terres arables

C'est vraiment inacceptable à l'heure actuelle, de constater qu'en Afrique, les bonnes terres de certains Etats indépendants et souverains, soient encore occupées à plus de 90 % par les cultures d'exportation (café, thé, tabac, cannes à sucre appartenant à un millier de colons étrangers qui s'en auto-proclament propriétaires. Ces derniers fortement soutenus par les gouvernements des anciennes puissances colonisatrices, qui ne cessent de dénigrer, par leurs médias interposés, les dirigeants légitimes des Etats africains résolument engagés à récupérer, en faveur de leurs populations, une bonne partie des terres arables.

A ce sujet, les Etats africains doivent continuer à demeurer solidaires comme ils le font si bien jusqu'à présent. Les dizaines de millions de populations autochtones ont besoin d'une grande partie de bonnes terres de leurs ancêtres spoliées sous la colonisation, afin d'y cultiver les produits vivriers de consommation courante (riz, maïs, manioc, ignames, haricots, patates douces, sorgho, soja, pommes de terre, arachides, haricots, bananes etc.) pour subvenir aux besoins de leur sécurité et indépendance alimentaires. Il est inadmissible que certains pays africains disposant de grandes forêts équatoriales, par exemple entre autres le Cameroun qui importe annuellement plus de 400 000 tonnes de riz alors que le riz pluvial y pousse facilement. Les pays africains devront investir les milliards de leurs pétrodollars dans les projets agricoles mécanisés et dans le soutien permanent des paysans agriculteurs en mettant à leur disposition les semences améliorées et les équipements aratoires appropriés. En outre, les gouvernements doivent encadrer les agriculteurs par les agronomes expérimentés.

Le cas de la République Démocratique du Congo

La RDCongo est un pays très vaste (2 345 410 km²) qui occupe la troisième place en Afrique derrière le Soudan (2 509 000 km²) et l'Algérie (2 384 000 km²), dispose des potentialités agricoles qui, si partiellement elles sont mises en valeur, lui permettent d'assurer en peu de temps la sécurité et la souveraineté alimentaires de ses populations et en exporter le surplus.

En effet, jusqu'en 1960, la RDCongo réalisait 60% de ses recettes en devises provenant des exportations des produits forestiers et agricoles (productions vivrières et pérennes).

Il est utile de rappeler que 60% de la superficie du Congo sont constitués d'importantes forêts équatoriales denses; 3,5% par les plans d'eau dont 15 lacs totalisant 180 000 km² et une trentaine de grandes rivières to-



«A notre avis, nous croyons que tous les pays de l'Afrique centrale qui disposent d'énormes étendues de forêts, doivent faire de l'agriculture un programme prioritaire, non seulement pour la sécurité alimentaire de leurs populations respectives, mais également aux besoins des autres pays africains sans terres arables.» (photo keystone)

talisant 20 000 km de berges. Tous ces cours d'eau et lacs regorgent des réserves en poissons. Le lac Tanganyika par exemple est le plus poissonneux du monde et occupe une superficie de 32 900 km² et une profondeur de 1 433 m dont 642 m sous le niveau de la mer. Selon les études scientifiques, plusieurs espèces de poissons vivent dans les différents niveaux de la profondeur de ce lac. Il n'existe pratiquement pas encore des unités de pêches industrielles dans les lacs congolais pour couvrir les besoins des populations. Il existe cependant les projets bien élaborés d'implantation d'unités de conserveries de sardines sur les côtes des eaux congolaises du Lac Tanganyika (Kalemie, Fizi, Baraka et Uvira). Ces projets ont été élaborés dans les années 1972-74 par les experts allemands dans le cadre de l'ASSINEZ (Association internationale d'industrialisation de l'Est du Zaïre). Dans le même cadre étaient prévues les usines métallurgiques de raffinage d'or de l'Est du Congo, de super-concentration et de fonderie de cassitérite, wolframite, coltan (Colombo-tantalite), la mise en boîtes de concentrés de tomates du Kivu, les nouvelles sucreries au Kivu et Province Orientale, les cimenteries de Katana et de Kisangani etc. Les études de faisabilité de ces projets existent à Cologne: elles étaient aussi au ministère du Plan à Kinshasa et à la division de l'Economie à Bukavu. Nous les avions consultées à Cologne et à Bukavu. La *Pharmakina* (entreprise pharmaceutique allemande à Bukavu) doit aussi les avoir. Les députés provinciaux et nationaux des régions concernées doivent être les grands fouineurs...

Les potentialités agricoles sont vastes dans ce grand pays. Les étendues des terres arables sont énormes, elles sont de 80 000 000 d'ha ou 800 000 km² dont 1% seulement est cultivé; le problème d'occupation de terres par les colons étrangers n'existe donc pas du tout. Quant à la végétation, elle peut supporter 40 000 000 de têtes de gros bétails d'élevage industriel. Les provinces de l'Est du Congo possèdent les plus grandes étendues de pâturages naturels pour les élevages. Ainsi l'achèvement de la route nationale n° 2 Kisangani-Bukavu-Uvira et la restauration des chemins de fer Kalemie-Kasaï et Kalemie-Kindu devaient-ils permettre l'approvisionnement en poissons et en viande des provinces Orientale, Equateur, Kinshasa d'une part, Katanga, Kasaï et Maniema d'autre part.

Comme cultures vivrières, le pays produit facilement: bananes, manioc, riz pluvial, riz de marais, maïs, sorgho, haricots, arachides, soja, kunde, ignames, patates douces, (pommes de terre, orge et légumes au Kivu), éleusine, taro et comme fruit: mangues, avocats, ananas, cœur de bœuf, papayes, agrumes, maracuja et tant d'autres variétés.

Quant aux cultures pérennes, le Congo est grand producteur de: huile de palme, café Arabica et Robusta, thé, cacao, hévéa, coton,

quinquina, tabac, canne à sucre. Dans les forêts on trouve beaucoup de caoutchouc naturel et une multitude de fruits de cueillette.

Si la RDCongo possède tous les atouts pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires de ses populations, il y a cependant les préalables à remplir par le gouvernement en place issu des élections. Le peuple qui a tant souffert et qui a attendu impatiemment plus de 40 ans pour être dirigé par ses mandataires, ne veut plus de discours mielleux. Ce peuple veut vivre les actions concrètes en commençant par l'indépendance alimentaire. Les productions vivrières étant de court et moyen termes, les paysans agriculteurs demandent premièrement que le gouvernement relance les productions locales de semences améliorées, la garantie de leur distribution et l'encadrement technique des fermiers.

Où produire les semences sélectionnées?

Il y a tout simplement une extrême urgence de ressusciter tous les centres de recherches agronomiques de l'INERA (Institut national d'Etudes et de Recherches agronomiques). Nous indiquons ces centres dans le tableau I.

Outre la remise urgente en activité des deux centres de Gandajika et de Yangambi et des stations agronomiques de l'Etat indiquées ci-avant, le gouvernement du Congo devra créer d'autres centres dont au moins un par province pour superviser les stations expérimentales qui y existent et en créer d'autres. En outre, le gouvernement devra aussi encourager et subventionner les fermes semencières-pilotes des organisations privées qui soutiennent tant mieux que mal, depuis des décennies, quelques cultivateurs dans les milieux ruraux. Le pays est immense et seules les productions de semences sélectionnées des services de l'Etat ne pourront jamais suffire. D'autre part, bientôt les 26 entités provinciales seront opérationnelles avec leurs institutions propres. Or, il faudra multiplier les semences dans pratiquement chaque province et s'approcher près des paysans agriculteurs pour les encadrer sur le terrain. Il va sans dire que les ingénieurs agronomes congolais formés dont beaucoup d'entre eux au chômage actuellement, ne suffiront pas pour couvrir les besoins du pays. Pour suppléer à cette insuffisance, on aura à recourir à l'embauche des Techniciens supérieurs en développement rural (TDR) que forment les Instituts supérieurs de Développement rural (ISDR) du pays.

La RDCongo est capable de nourrir ses populations

Pour mener les bonnes études de faisabilité, notamment en ce qui concerne la sécurité et l'indépendance alimentaires d'un Etat, on doit entre autres connaître le nom-

Suite page 4

Cultures	Centres	Stations	Provinces
1. Cotonnier	Gandajika	Gandajika Bambesa Boketa	Kasaï Orientale Pr. Orientale Equateur
2. Palmier Elaïs		Yangambi	Pro. Orientale
3. Cacaoyer	Yangambi	Bongabo	Equateur
4. Riz	Yangambi	Gandajika Bambesa Boketa Loeka Mukumari	Kasaï Oriental Pr. Orientale Equateur Equateur Pr. Orientale
5. Soja		Gandajika M'Vuazi Boketa	Kasaï Oriental Bas-Congo Equateur
6. Haricots		Mulungu M'Vuazi	Sud-Kivu Bas-Congo
7. Maïs		Gandajika Mulungu Boketa Bambesa	Kasaï Orientale Sud-Kivu Equateur Pr. Orientale
8. Fruits	Yangambi	M'Vuazi	Bas-Congo
9. Arachides		Bambesa M'Vuazi Gandajika Boketa	Pr. Orientale Bas-Congo Kasaï- Oriental Equateur
10. Hévéa	Yangambi	Bongabo N'Gazi Mukumari Kondo	Equateur Pr. Orientale Pr. Orientale Bas-Congo
11. Caféier Robusta	Yangambi	Bambesa Bongabo Kondo	Pr. Orientale Equateur Bas-Congo
12. Caféier Arabica		Mulungu	Sud-Kivu
13. Pyrèthre		Mulungu	Sud-Kivu
14. Sorgho		Mulungu Gandajika Kipopo	Sud-Kivu Kasaï- Oriental Katanga
15. Eleusine		Mulungu	Sud-Kivu
16. Cowpia (Vigna unguiculata)		Gandajika	Kasaï- Oriental
17. Mil		Gandajika	Kasaï- Oriental
18. Haricots (Phaseolus lunatus)		Gandajika	Kasaï- Oriental
19. Quinquina		Mulungu	Sud-Kivu
20. Théier		Mulungu	Sud-Kivu
21. Pisciculture		Kipopo	Katanga
22. Elevage	Yangambi	Nioka Gabu Mont- Hawa M'Vuazi Mulungu Kipopo Gandajika	Pr. Orientale Pr. Orientale Bas-Congo Sud-Kivu Katanga Kasaï- Oriental
23. Foresterie	Yangambi	Kipopo Mulungu Nioka Bambesa	Katanga Sud-Kivu Pr. Orientale Pr. Orientale

Tableau I

Le Kosovo, «zone multifonctionnelle à criminalité tous azimuts»

par Andreas Kunz

Dans un rapport confidentiel, des services de renseignements, des diplomates et des militaires font une analyse sans concession de la situation au Kosovo. La mafia règne sur ce territoire. Toutes les tentatives de développement ont échoué. Une indépendance prématurée est contre-productive et dangereuse.

Mandaté par l'armée allemande et se fondant sur plus de 70 interviews d'experts, documents et rapports internes, l'Institut berlinois de politique européenne dresse le bilan du travail de développement effectué au Kosovo. Cette analyse, qui a paru en 2007, n'est «qu'à usage interne» et donne une image sans concession de la situation.

Les auteurs qualifient la criminalité organisée et la corruption qui fait rage de «clear and present danger». Malgré sept années de reconstruction, le trafic de drogues, d'êtres humains, d'armes et de voitures, le vol et le brigandage sont les seuls secteurs économiques en croissance et rentables. La part de la mafia dans les activités économiques du Kosovo est jugée «astronomique». Selon des estimations prudentes, le chiffre d'affaires quotidien de la mafia se monte à environ 1,5 million d'euros, soit 500 millions par année. Cela correspond à un quart du produit national brut, maintenu à un niveau artificiellement élevé par des transferts internationaux. De plus, le Kosovo sert de refuge à des criminels et est devenu une «zone multifonctionnelle à criminalité tous azimuts» dans laquelle le blanchiment international d'argent est effectué sur une large échelle. L'étude mentionne, comme exemple, le système kosovar des pompes à essence. Bien que moins de 150 pompes soient nécessaires, il y en a plus de 400.

40 000 procédures pénales en suspens

Ces deux à trois dernières années, la corruption s'est accentuée. Elle va des pots-de-vin usuels aux tentatives systématiques de corruption et d'intimidation des juges et des procureurs. La plupart des juges, jeunes, formés à la va-vite et inexpérimentés, gagnent

peu, savent que leur corruption n'aura aucune conséquence et sont totalement incapables de faire face aux violences multiples. Maintenant, plus de 40 000 procédures pénales sont en suspens, les tribunaux traitant entre 10 et 15 affaires par année. Même le recours à des juges et à des procureurs internationaux n'a pas permis de traiter juridiquement les «crimes connus de tous» perpétrés par les chefs de la mafia, car ceux qui entendent témoigner «constituent automatiquement une cible d'attentat très prisée».

L'établissement de structures démocratiques d'Etat de droit est «étouffé dans l'œuf» par le «kanun», droit coutumier datant du XV^e siècle. Au centre du «système pseudo-juridique» fondé sur le principe de la grande famille et de l'autorité des personnes âgées figurent les notions de «besa» (honneur) et de «gjakmarria» (vendetta). Cette conception de l'honneur légitimant la violence est profondément ancrée dans la population et s'applique comme une «loi au-dessus des lois».

Le pouvoir est exercé par la grande famille albanaise («fis»), qui comprend de 60 à 100 personnes et forme un clan avec d'autres «fis», et non par les juges et les autorités. Entre 15 et 20 clans luttent actuellement pour exercer leur influence. Ils occupent «presque toutes les positions clés de la société» et ont les «relations les plus étroites avec les décideurs politiques de premier plan». Le rapport incrimine notamment le premier ministre Hashim Thaci. Les «acteurs clés» tels que Thaci sont responsables des «relations étroites entre la politique, l'économie et les structures de la mafia qui opère sur le plan international». La reconnaissance politique de Thaci et d'autres représentants de l'armée de libération UÇK aurait conféré à d'anciens terroristes une puissance inégalée jusqu'alors. La réputation des anciens criminels se serait améliorée à l'étranger lorsqu'ils sont devenus politiciens, bénéficiant de l'immunité parlementaire à l'intérieur du pays et de la protection du droit international à l'extérieur. Ainsi, ils ont pu opérer au Kosovo sans être inquié-

tés et – grâce à l'aide des services secrets du parti officiellement interdits – exercer des pressions sur leurs adversaires politiques.

La population, très pauvre, oscille entre la vénération des anciens héros de guerre, tel Thaci, et une «peur profonde» face à la caste dirigeante politico-mafieuse qui a établi un régime d'omerta. En point de mire figure, outre Thaci, l'ancien premier ministre Ramush Haradinaj, sans lequel rien ne se fait au Kosovo et qui comparait actuellement devant les juges du Tribunal international de la Haye.* Dans tout le pays, personne ne se risque à critiquer Haradinaj. Une des rares exceptions est son rival principal Thaci qui dispose de réseaux criminels encore plus développés et passe, dans les services de renseignements, «pour encore beaucoup plus dangereux qu'Haradinaj».

Peur, corruption, impuissance

L'atmosphère de crainte et de corruption atteint les fonctionnaires les plus élevés de la communauté internationale et suscite un sentiment profond d'impuissance. La troupe d'intervention internationale Kfor et l'administration de l'ONU Unmik ont agi parfois «sans la moindre idée directrice», affirment des officiers. Au sein de l'administration de l'ONU, des cas de corruption «considérables» ont été constatés. En 2006, des menaces de mort ont obligé le chef de la police de l'Unmik, Kai Vittrup, à quitter le pays. Des Allemands revenant du Kosovo ont révélé qu'il avait fallu mettre fin à des activités d'organisations internationales visant à combattre la criminalité organisée afin de ne pas mettre en péril la vie des collaborateurs.

Le rapport allemand critique en particulier le rôle des USA qui ont empêché les enquêtes européennes. Les USA étaient exposés au chantage en raison de camps de prisonniers secrets de la CIA à l'intérieur de Camp Bondsteel. Le fait qu'un policier allemand des Nations Unies haut gradé ait constaté que la tâche principale du chef américain adjoint de l'Unmik Steve Schook était de «se soûler une fois par semaine avec Ramush Haradinaj» a fait naître des doutes sur les méthodes américaines.

Traite internationale des femmes et des jeunes filles

L'Unmik est en partie responsable de ce que le Kosovo soit devenu ces dernières années un «centre international de traite des femmes» dont les victimes sont de jeunes prostituées en partie mineures. Dans les quelque 104 bordels situés en général à la périphérie des villes, aux abords de stations d'essence, les «internationaux» sont apparemment leurs meilleurs clients. La forte demande «a contribué de manière importante au développement des réseaux locaux de passeurs». Dans le passé, on a découvert plusieurs camps secrets où étaient internées des femmes.

Echec de l'Unmik

Pour les auteurs, c'est en matière d'approvisionnement en énergie que «l'échec de l'Unmik» est le plus patent. Malgré une présence massive, elle n'a, au bout de 7 ans, même pas réussi à assurer au moins l'approvisionnement en électricité. Aujourd'hui encore, il y a tous les jours des pannes de plus de 10 heures dans tout le pays qui font que chaque hiver des personnes meurent de froid.

Il faut constater «au-delà de toute rhétorique, que la tentative de construire une société multiethnique au Kosovo a échoué». Les Serbes se sont retranchés dans des enclaves et, contrairement à ce que prétendent les politiques, ne disposent d'aucune liberté de mouvement. Des soldats de la Kfor les accompagnent quand elles font leurs courses ou se chargent eux-mêmes de leurs courses. Des Serbes sont régulièrement lapidés, victimes de voies de fait, harcelés ou intimidés. Leurs cimetières sont profanés et les murs de leurs maisons recouverts d'inscriptions haineuses. L'«illusion multiethnique» n'est entretenue que par les fonctionnaires «dont le travail est mesuré à l'aune de la réalisation de cet objectif reposant sur un vœu pieux ou qui ont un intérêt financier à poursuivre des programmes de promotion allant dans ce sens».

Pratique de l'«okay-reporting»

A la lecture de cette étude, on se demande pourquoi la communauté internationale veut reconnaître comme Etat un tel chaos. A ce sujet également, les auteurs ont une réponse. Elle a nom «okay-reporting». Cela consiste à refouler systématiquement les informations critiques «afin de donner l'illusion de remplir les objectifs politiques que l'on a échoué à réaliser». Cette tactique frise maintenant l'absence de scrupules. Elle a certes permis à ceux qui la pratiquent d'obtenir une «bonne presse» et à «se mettre en valeur» mais il en est résulté un fossé croissant entre les objectifs déclarés et la réalité. Ce «politiquement correct» a mis en danger les objectifs de la mission au Kosovo et entraîné une perte de crédibilité auprès de la population et une «réduction parfois drastique d'autres options d'actions».

Il faut cesser de prendre ses rêves pour des réalités

Pour les auteurs du rapport, le seul moyen de sortir de la crise est «de rompre nettement avec la politique d'apaisement menée jusqu'ici, de cesser de prendre ses rêves pour des réalités et de se concentrer sur ce qui est vraiment possible». La solution n'est pas la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo. Au contraire, des criminels comme Thaci et Haradinaj «se rapprocheraient encore plus de leur objectif de contrôle total du Kosovo». Economiquement, on peut certes s'attendre à un «feu de paille» mais les insuffisances structurelles demeureront. Quand l'Unmik finira, comme prévu, par se retirer du Kosovo, elle léguera à l'UE une «boutique de feux d'artifice remplie de pyromanes».

Pour le développement social de la région, il serait plus important que cesse la glorification – très répandue – de la période de guerre 1998–99 avec son culte quasi religieux de ses héros et de ses anciens combattants. Jusqu'ici, on a non seulement nié les erreurs et les crimes commis mais on a considéré les causes de la misère actuelle dans un contexte inspiré de la théorie du complot. Ainsi, «toutes les générations se complaisent dans le gros mensonge» selon lequel le Kosovo est pauvre parce qu'il a toujours été exploité par d'autres peuples yougoslaves. Avec l'indépendance, on pousse à son paroxysme d'irréalisme l'espoir d'une subite prospérité, «ce qui fera du contact inévitable avec la réalité (après un ou deux ans environ d'indépendance) un moment critique de l'histoire kosovare qui pourrait entraîner de graves troubles, voire des soulèvements à caractère révolutionnaire».

Source: Weltwoche 9/08
(Traduction Horizons et débats)

* Il est intéressant de constater que, le 4 avril, Ramush Haradinaj a été acquitté à la Haye «faute de preuves» sur tous les chefs d'accusation. En raison de divers actes de barbarie, le parquet avait requis une peine de prison de 25 ans. La juge a émis l'avis que des témoins avaient subi des pressions. [Note de la rédaction]

«Crise de céréales mais pas ...»

suite de la page 3

bre réel de sa population et la superficie des terres arables. Or, en République Démocratique du Congo on s'est toujours contenté des estimations du nombre d'habitants. Le seul recensement fiable qui a été effectué récemment, est celui d'identification et d'enregistrement des électeurs potentiels (juin-décembre 2005). Il s'est agi de connaître le nombre de citoyens congolais âgés de 18 ans et plus. Cette tranche représentant 33% de la population congolaise (soit 25 696 964 enregistrés), tout calcule fait, le pays doit en 2007 être habité par 77 869 588 d'âmes). Nous espérons que ce chiffre sera confirmé par le prochain recensement général des populations congolaises.

C'est en tenant compte du nombre d'habitants trouvés ci-avant que nous allons déterminer les besoins en denrées alimentaires de grande consommation. Nous allons également tenir compte que du fait de l'insécurité récurrente dans les milieux ruraux, le pays connaît actuellement un grand exode rural. Démontrons maintenant comment la RD-Congo est à même de garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires de ses populations (cf. tableau II).

Denrées alimentaires de grande consommation: riz et maïs

Ces productions sont réalisables en deux saisons culturales par année en n'oubliant pas que les agriculteurs congolais produisent leurs nourritures en cultures intercalaires. Autrement dit, ils ne doivent pas défricher les nouveaux champs pour chaque culture. Ainsi sera-t-il possible d'occuper pratiquement les 80 millions d'ha de terres arables.

Libellés	Nombre/ Quantités
1. Populations totales (arrondies)	78000000
2. Nombre total de ménages (8 personnes)	9750000
3. Populations urbaines (25% de O1)	19500000
4. Populations rurales (75% de O1)	58500000
5. Nombre de ménages ruraux	7312500
6. Nombre de paysans cultivateurs (80% de O5)	5850000
7. Nombre d'ha cultivés pour le riz	2300000
8. Nombre d'ha cultivés pour le maïs	1800000
9. Consommation riz/ménage/an en kg	300
10. consommation maïs/ménage/an en kg	360

Tableau II

A notre avis, nous croyons que tous les pays de l'Afrique centrale qui disposent d'énormes étendues de forêts, doivent faire de l'agriculture un programme prioritaire, non seulement pour la sécurité alimentaire de leurs populations respectives, mais également aux besoins des autres pays africains sans terres arables. Ainsi, dans un bref avenir, l'Afrique Centrale deviendra le grainier de toute l'Afrique. La coopération interafricaine permettra à coup sûr, aux pétro-dollars africains de ne plus aller enrichir davantage les super riches occidentaux. Nous savons sous quelles conditions les partenaires occidentaux consentent leurs aides au développement aux Etats africains!

Cultures vivrières	Nombre d'ha emblavés	Besoins de semences	Productions en tonnes	Consomm. locales/an	Excédent à exporter
Riz pluvial	2 300 000	103 500 t	4 600 000	2 925 000 t	1 675 000 t
Maïs	1 800 000	90 000 t	7 200 000	3 510 000 t	3 690 000 t

Tableau III

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Le bradage de l'industrie du verre est-allemande

L'exemple d'Ilmenau et de Weisswasser (2^e partie)

par Dieter Sprock

Dans la première partie du reportage (*Horizons et débats* n° 15 du 14 avril 2008) on avait mis l'accent sur le rôle joué par l'Occident lors du transfert de l'économie est-allemande dans l'économie de marché. Alors qu'on aime, à l'Ouest, s'étendre sur la dictature et la faillite de la RDA et qu'on y rattache l'idée que l'Est vit aux crochets des contribuables de l'Allemagne occidentale, on tait le fait que l'économie de l'Allemagne occidentale a largement profité de la «reconstruction à l'Est». L'entrée de l'Allemagne de l'Est dans le champ d'application de la constitution permit aux entreprises ouest-allemandes – les grandes chaînes de distribution, les banques et les assurances – de se répandre sur un marché de 16 millions d'habitants. De plus, l'Est apporta lors de la réunification, malgré les difficultés économiques qu'on ne peut nier, une fortune non négligeable de 600 milliards de deutschmark, selon *Detlev Rohwedder*. Il faut encore évoquer les connaissances techniques et scientifiques, ainsi que les relations commerciales est-allemandes dont profita considérablement l'économie ouest-allemande. L'ancien maire de la ville de Hambourg, *Henning Voscherau*, parle du «plus grand programme d'enrichissement des Allemands de l'Ouest qu'ils aient connu.»

L'industrie de l'Est fut en bonne partie détruite lors du transfert précipité de l'économie de la RDA dans l'économie de marché. En l'espace de 5 ans, trois millions d'emplois furent anéantis. Dans l'industrie ce sont 20% des postes de travail qui purent être sauvés, surtout dans les filiales des maisons-mères ouest-allemandes. Dans d'autres pays du bloc de l'Est, on sauva, lors du passage à l'économie de marché, beaucoup plus d'emplois malgré des conditions de reprises nettement plus défavorables; en Tchéquie ce furent 68%, en Hongrie 76% et en Pologne même 85%.

Après l'effondrement de la RDA et la dissolution du bloc de l'Est, l'économie mondialisée montra son vrai visage également en Allemagne de l'Ouest. Elle se débarrassa de tous égards sociaux. Tout à coup on entendit aussi à l'Ouest que l'Etat social ne pouvait plus être financé, qu'il fallait procéder à des coupures profondes pour être compétitif sur le marché mondial. L'économie se débarrassa de toute contrainte sociale et exigea la

soumission à l'idéologie du marché de tous les domaines de la vie: le service public – les transports, la distribution d'eau et d'énergie – mais aussi la formation et la santé devaient, à l'avenir, assurer des profits.

L'ouverture des marchés eut pour conséquence de mettre aussi les lieux de production de l'Allemagne de l'Ouest sous pression. De nombreuses entreprises furent déplacées dans les régions à bas salaires et les forces de travail à bas prix des anciens pays du bloc de l'Est firent pression sur les salaires à l'Ouest. Des emplois assurés socialement furent détruits pour la plupart. Ils ne furent pas remplacés, ou bien par des emplois à temps partiel, sans aucune sécurité sociale. Alors que l'argent manquait pour les services sociaux, pour la santé et pour les services publics, quelques magnats se remplissaient les poches. Dans le même temps, des sommes énormes étaient investies dans les nouvelles guerres coloniales – beaucoup plus que ce qui aurait été nécessaire pour assurer une sécurité à la société.

Mes interlocuteurs à Ilmenau, dont les contributions ont été publiées dans la première partie, en reviennent toujours à la bonne formation scolaire de la RDA. La cohésion de la population était meilleure. Beaucoup d'entre ces gens souffrent aujourd'hui de l'isolement. On ne se préoccupe plus que de soi-même et tout tourne autour de l'argent. Les gens de l'Est ne se sentent ni bienvenus ni appréciés à l'Ouest. Et c'est le président de la république soi-même, *Horst Köhler*, qui déclara le 17 avril dans une interview de la revue berlinoise *Super Illu*: «La majeure partie des gens de l'Ouest n'arrive pas à comprendre combien les habitants de la RDA s'engageaient, de leur zèle et de la peine qu'ils se donnent, alors qu'ils ne sont coupables de rien. Il faut le dire clairement: en RDA, il y avait des performances et une joie de vivre – non pas du fait du régime des organes du Parti socialiste unifié (SED), mais malgré eux. Ce qui a été mis sur pied là, malgré toutes les difficultés, doit être reconnu et respecté. [...] Les gens en RDA n'avaient pas tout ce que l'on trouvait en Occident – la liberté, les possibilités de voyage, la prospérité. Mais ils avaient un réel sentiment de sécurité, dans la mesure où ils évitaient de s'opposer au régime. Aujourd'hui, c'est l'insécurité, dans tout le

pays. Comprenez quelle césure la transformation représenta. C'est d'un jour à l'autre que les habitants de la RDA eurent à faire à un système économique et social entièrement nouveau qui provoqua pour beaucoup d'entre eux le chômage.» Il confirma ainsi fortement les explications personnelles de mes interlocuteurs. Il ne s'agit pas, en fait, de vouloir «expliquer aux gens de l'Est ce qu'est l'économie de marché sociale», mais bien de mettre en place une économie qui mérite cette dénomination d'économie de marché sociale, qui offre à tout un chacun une existence digne. Les prises de positions entendues à Ilmenau et Weisswasser laissent à penser que les gens sont bien informés et qu'ils prennent part aux questions sociales, de même qu'à celles de la guerre et de la paix. Ils ont les pieds bien sur terre et ont l'habitude de penser en tenant compte de l'ensemble des données de la société, ce qu'on peut expliquer par leur expérience de vie en RDA, dont faisait partie leur sens critique du régime en matière de pouvoir, mais aussi par leur formation scolaire étendue.

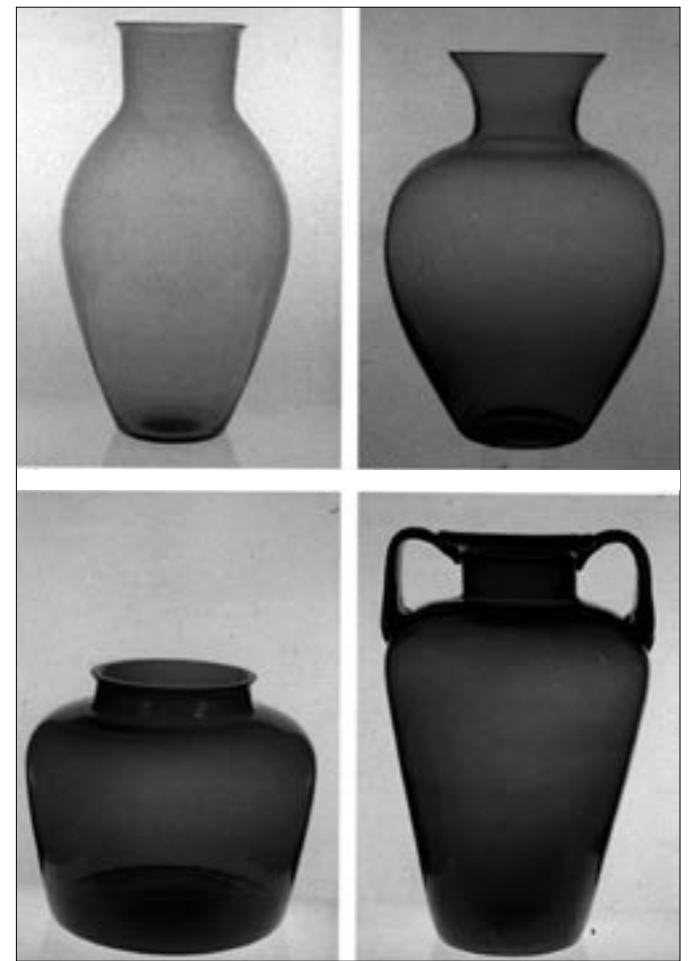
Dans la deuxième partie nous laisserons la parole aux gens de Weisswasser. Cette ville, dans la région d'Oberlausitz, est étroitement liée au développement de l'industrie du verre. Elle s'est développée, au début du XX^e siècle, à partir de deux petits villages du nom de Weisswasser et Hermannsdorf très vite en une ville industrielle qui garda le nom de Weisswasser. Elle atteignit rapidement une grande importance dans l'industrie du verre tant en Allemagne qu'en Europe. Le verre fut pris, pendant un certain temps, comme monnaie d'échange. De 1920 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale la firme *Osram* à Weisswasser produisit à grande échelle des ampoules électriques.

En 1935, le plus célèbre verrier d'Allemagne, le professeur *Wilhelm Wagenfeld* (1900–1990) reprit la direction artistique de la

firme *Vereinigte Lausitzer Glaswerke*. Ses projets qui s'appuyaient sur les idéaux de l'Institut d'architecture *Bauhaus* à Weimar furent un modèle pour la philosophie du «design», et cela jusqu'aujourd'hui.

En plus de l'industrie du verre, ce furent celles de la lignite de *Boxberg* (aujourd'hui *Vattenfall*), de même que diverses petites industries, qui attirèrent du monde dans cette ville. Entre 1970 et 1988 la population de la ville doubla, passant de 19000 à 38000. Après la réunification, elle diminua, descendant au-dessous de 20000. Malgré cette diminution, le chômage atteint le taux de 20%.

Weisswasser fut plus touchée par la réunification qu'Ilmenau. Cela ressort des prises de positions suivantes:



Des vases conçus par Wilhelm Wagenfeld entre 1935 et 1938, et fabriqués à Weisswasser. (Source: *Lausitzer Glas. Geschichte und Gegenwart*. 1987)

Weisswasser – «la région a grandi avec l'industrie du verre – le verre, l'énergie et le charbon furent les bases industrielles»

Une directrice ...

[...] J'ai travaillé de 1971 à 2004 à Weisswasser dans l'industrie du verre. De 1990 à 2004 en tant que directrice, d'abord pour la firme *Kombinat Lausitzer Glas Weisswasser*, puis pendant un semestre pour *Lausitzer Glas AG* et finalement pour la firme *Stölzle-Oberglas Lausitz GmbH*. De 1990 à 1992 les verreries luttèrent pour leur survie. En 1991 fut fondée la firme *Lausitzer Glas AG* qui ne vécut que six mois. Par la suite la *Treuhand* (une société créée par le gouvernement ouest-allemand pour gérer les biens de l'Allemagne de l'Est) chercha des investisseurs.

Avec les cadres, j'ai conçu en six mois de travail un projet d'entreprise qui aurait dû assurer la pérennité de la firme. Nous avons envoyé ce projet aux responsables de la *Treuhand*, mais n'avons reçu aucune réponse. Dans les années 1990 et 1991, la firme *Schott Zwiesel* marqua un intérêt pour la verrerie de Weisswasser. La direction de cette firme se rendit à Weisswasser pour visiter l'entreprise. Elle s'informa sur l'usine, sur l'assortiment et les moyens de distribution. Le chef de *Schott* téléphona, en ma présence, à la centrale. Il était très impressionné par la technique moderne qu'il avait découverte à Weisswasser. Toutefois, l'achat n'eut pas lieu.

Le *Kombinat Lausitzer Glas Weisswasser* s'occupait aussi de la formation dans tous les domaines techniques du métier, tant en théorie qu'en pratique. Le travail était réparti en

continu sur trois équipes. En effet, il ne fallait pas laisser refroidir les machines de production.

La réduction de personnel est due aussi au fait que de meilleures machines furent introduites, facilitant l'automatisation. Une machine automatique de sérigraphie produit en une séance autant de verres qu'on en fabriquait auparavant en un mois. Aujourd'hui, les firmes engagent de plus en plus de personnel sur appel, qui ne touche que la moitié du salaire d'un ouvrier à conditions fixes. L'écart entre les salaires ne cesse de s'élargir, ce qui est injuste.

La production planifiée avait engendré des absurdités. Ainsi, on produisait des pièces dont personne ne voulait. Les cuves de vitrification devaient être réparées tous les deux ans et il n'était pas possible de faire comprendre aux supérieurs que pendant ce temps on ne pouvait pas assurer le même volume de production.

«Les élèves étaient conduits chaque année dans les entreprises pendant quelques jours»

Les écoles, en RDA, étaient exceptionnelles. Les élèves étaient conduits chaque année dans les entreprises pendant quelques jours, afin de les familiariser avec ce travail. La relation entre les écoles et les entreprises n'a causé de tort à personne. Cela offrait l'occasion aux jeunes gens de la région de s'informer. J'avais mené une classe dans l'usine après la réunification. Je fus stupéfaite de constater le manque d'intérêt et l'ignorance de ces élèves. Ils

ne savaient même pas que le verre a une plus forte densité que l'eau. Je n'arrive pas à comprendre qu'on puisse entreprendre des études sans connaissances en physique, en chimie et en histoire.

«60% des Allemands de l'Ouest n'ont jamais mis les pieds en Allemagne de l'Est»

Les femmes à l'Ouest prétendent qu'on ne peut assumer vraiment qu'une chose à la fois, le travail ou la famille; réunir les deux n'est pas possible. Il est vrai qu'à l'encontre des habitudes en RDA, j'étais restée pendant les trois ans suivant mes accouchements à la maison pour m'occuper de mes enfants. Mais par la suite, les jardins d'enfants étaient parfaits. Les enfants y apprenaient beaucoup. On respectait les intérêts des enfants, notamment en ce qui concerne la musique et les mathématiques. Il y avait des activités complémentaires qui permettaient aux enfants de développer leurs capacités et leur habileté. Un enfant qui n'avait pas fréquenté le jardin d'enfants, et était donc toujours resté à la maison, présentait de graves déficits à son entrée à l'école. Il souffrait d'un retard tant intellectuel que psychique et ne s'intégrait que difficilement dans le groupe. Aujourd'hui, les enfants se contentent de jouer au jardin d'enfants, ils doivent pouvoir s'éclater. S'ils n'ont plus envie de venir au jardin d'enfants, ils peuvent prendre un congé.

Je suis souvent surprise du manque d'intérêt des gens. J'ai lu, il y a peu, que 30% des Allemands n'avaient, cette année, pas lu de livre. 60% des Allemands de l'Ouest n'ont ja-

mais mis les pieds en Allemagne de l'Est, ils ne s'y intéressent pas. [...]

Un directeur général ...

«Le combinat de la verrerie s'étendait de la Thuringe jusqu'à Weisswasser»

[...] Il n'y a pas que la verrerie qui ait disparu, mais aussi l'industrie légère comme les meubles et le textile. Le nombre d'emplois a été réduit dans la proportion de 15 à 1. Dans la firme *Glaswerk Döbern* le nombre de personnes employées a passé de 1800 à 120.

La RDA avait des représentations commerciales dans d'autres pays. Des clients du monde entier venaient chez nous et on commerçait avec tout le monde. La RDA avait besoin de devises pour ses importations de machines et de technique moderne, afin de tenir le coup par rapport à l'étranger.

L'organisation *Vereinigung Volkseigener Betriebe* (VVB; Association des entreprises appartenant au peuple) se contentait d'organiser les trois domaines du verre coulé, du verre technique et du verre domestique et d'emballage; ce dernier comportait encore le verre pour récipients. En 1979, le VVB fut transformé en combinats; ces derniers étaient reliés à une entreprise centrale et étaient dirigés par des experts. Leur organisation se fondait sur la technique et non sur le territoire. Le combinat de la verrerie s'étendait de la Thuringe jusqu'à Weisswasser. Après la réunification, les combinats furent transformés

«Le bradage de l'industrie du verre ...»
suite de la page 5

en sociétés par actions qui furent incitées par la *Treuhand* à chercher des clients. Les directeurs généraux se mirent à élaborer, pour la *Treuhand*, des projets de transformation; pour cela ils entreprirent des négociations avec des entreprises ouest-allemandes. Puis survint l'atrophie, influencée par d'autres intérêts sans que la direction du combinat ait pu exercer une influence. Lors de la réunification, il se passa beaucoup d'événements malpropres, qu'on ne peut pas prouver. Bien des gens sont venus, ont examiné les livres et les catalogues et se sont mis eux-mêmes à la recherche de clients.

«Nous n'étions pas aussi raffinés qu'à l'Ouest»

L'industrie de la RDA avait une structure particulière qui ne pouvait s'adapter à la mondialisation. Dans bien des cas, il y avait un déficit à rattraper; on manquait du savoir-faire de l'Ouest; il en alla de même avec l'industrie des biens de première nécessité et de ceux de production. Les gens en RDA étaient d'un abord facile, ils étaient prêts à tout. On se tenait à la parole donnée et on ne laissait personne s'enfoncer. Lorsque quelqu'un commettait une erreur, on se rassemblait et on cherchait une solution. Nous n'étions pas aussi raffinés qu'à l'Ouest. Qui s'avance trop, à l'Ouest, risque la faillite. On a affaire à des clients qui expriment leurs vœux; l'entrepreneur entreprend des travaux préliminaires, mais le client ne paie pas. Il peut réclamer ceci et cela, il a des avocats et connaît tous les trucs. La firme tombe en faillite. [...]

Un ingénieur verrier ...

«Notre formation technique était excellente, nous n'avions pas à nous cacher»

[...] En RDA, il n'y avait pas de chômage, mais la productivité était faible. Il y avait beaucoup d'ouvriers non qualifiés dans les entreprises; la plupart d'entre eux perdirent leur emploi. L'introduction du *deutschmark* a provoqué l'effondrement du commerce.

Les conseillers de la *Treuhand* donnèrent comme conseils aux entreprises: «Cherchez un bon partenaire de l'Allemagne de l'Ouest, qui vous reprendra.» Les représentants des entreprises de l'Ouest vinrent et mirent le nez dans les livres. Ils étaient au courant de tout, en ce qui concernait les firmes. Nous nous sommes opposés dans notre firme et avons demandé des négociations sur terrain neutre, car nous voulions être traités en partenaires égaux.

Les foules avait crié: «Nous sommes le peuple!» Puis vinrent le travail à temps partiel, les licenciements et les faillites. Ils avaient cru en l'économie de marché à caractère humain. Lors de la réunification, la mondialisation s'imposa également en Allemagne de l'Ouest.

Nous avons reçu mandat de la *Treuhand* de liquider l'entreprise jusqu'au 31 décembre 1992. Nous avons repris nous-mêmes l'entreprise, mais été contraints d'accepter un investisseur ouest-allemand. Il devait apporter 50 millions, la condition à remplir pour obtenir une subvention. Il n'a pas rempli son contrat et nous l'avons chassé de la firme; ce fut une nouveauté, cette mise à la porte d'un «wessi» (= Allemand de l'Ouest).

Nous avons dû chercher de nouveaux clients et nous tourner vers les grands acheteurs de l'Ouest. Notre formation technique était de grande valeur et nous n'avions pas à nous cacher. Nous avons trouvé une multinationale à qui nous avons pu livrer, après un temps de démarrage de deux ans, car la mise en place de nos produits demande un tel délai. C'est alors que de 1994 à 1996 nous avons pu développer nos débouchés et moderniser l'usine. Mon épouse prétend que je fais partie des «gagneurs» de l'unité allemande. [...]

Un critique du régime ...

«Les émigrants n'avaient aucun droit à la formation et aux études»

[...] Je voulais quitter la RDA et déposai une demande d'émigration en 1985. Je gagnais à l'époque 1800 mark de l'Est en tant qu'ingénieur chef dans la direction du combinat. A la

suite de ma demande, je fus déplacé dans un emploi marginal, en guise de punition; je n'y gagnais plus que 900 marks.

Je refusais de porter le drapeau du syndicat lors du défilé du premier mai, organisais à Weisswasser des marches silencieuses et déposais constamment des demandes d'émigration. Ma fille fut chassée de l'école juste avant la maturité. Lorsque je déposai plainte pour violation des droits humains en matière de formation, on me répondit que les émigrants n'avaient aucun droit à la formation et aux études. Je maintins ma demande d'émigration, afin de donner à ma fille la possibilité de terminer sa maturité en Allemagne de l'Ouest. En vain.

On installa des micros dans mon appartement. Après ma plainte déposée à la Société pour les Droits humains (*Gesellschaft für Menschenrechte*) à Francfort sur le Main, je fus arrêté, ainsi que ma fille de 18 ans. Nous avons passé 6 mois en détention préventive à Cottbus. Puis, ma fille fut transférée dans la prison pour femmes de Hoheneck et moi-même dans la prison de Brandebourg-Görden, un lieu de détention pour criminels de triste réputation. On me colla dans une cellule avec des assassins. C'est ce qu'on appelle être systématique. On plaçait des détenus politiques avec les criminels, on leur collait des normes de travail plus élevées qu'ils ne pouvaient



Vue sur la centrale thermique au lignite de Vattenfall avec ses tours de réfrigération. (photo ds)

pas remplir, provoquant ainsi la haine des criminels contre les politiques du fait que les primes ne pouvaient plus être versées. Nous sommes restés en prison pendant 21 mois, jusqu'en 1989. Ma fille a écrit un livre sur sa détention. (*Birgit Schlicke: Knast-Tagebuch. Erinnerungen einer politischen Gefangenen an Stasi-Haft und das Frauenzuchthaus Hoheneck*. ISBN 3-8311-2911-8).

Grâce à ma formation (5 ans d'études comme ingénieur en technique de silicate à l'Institut *Berg* de Freiberg) et à mon expérience, je fus nommé, en un premier temps, directeur à Francfort-sur-le-Main, puis directeur de recherche dans une multinationale de fabrication de sphères de verre, et aujourd'hui je mène ma propre entreprise. [...]

Une propriétaire d'hôtel ...

«40 ans de RDA et 20 ans de réunification, ça suffit!»

[...] Au temps de la RDA c'étaient surtout des commerçants de l'Ouest qui ont séjourné dans mon hôtel. La direction du parti a voulu truffer l'hôtel de micros et lorsque j'ai refusé, on m'a pris l'hôtel, en 1980. J'ai reçu un dédommagement insignifiant. On m'a donné un restaurant délabré que j'ai rénové et transformé en une cantine pour ouvriers. Lorsque j'ai voulu qu'on me rende mon hôtel après 300 000 marks. Plus tard, on me l'a rendu au prix du dédommagement.

Après le tournant, l'Est n'a été qu'escroqué par tout le monde, par les conseillers, les managers, et les entrepreneurs. Ils venaient tout simplement en Allemagne de l'Est et ils ont tout dérobé comme des vautours, déjà avant que la *Treuhand* ait pu s'activer. Le tournant a surpris tout le monde, personne n'y était préparé. Les Allemands de l'Ouest ne voulaient pas non plus la réunification. Même des membres de parenté qui

auparavant avaient de temps en temps fait des achats avec nous pour nous soutenir, ne nous ont plus aidés quand nous en avons besoin. Jusqu'à l'heure actuelle, beaucoup de gens de l'Ouest n'ont jamais visité l'Allemagne de l'Est. Ils ont peur qu'on leur mendie de l'argent.

Nous étions crédules et nous avons montré nos livres de comptes au managers de l'Ouest. Ceux-ci ont tout pris et nous ont dévalisés. Les bâtiments de la verrerie étaient peut-être surannés, mais les machines, c'était ce qu'il y avait de plus raffiné. Nous avons vu comment les machines ont été emballées sous nos yeux et emportées. Le plus grand pillage a déjà eu lieu durant les premières semaines. Chacun est venu et s'est servi.

Quand j'ai rénové la maison, les firmes de l'Ouest ont utilisé du vieux matériel. Ils ont vidé leur stock. La reconstruction était peut-être la meilleure affaire pour eux. Mes clients ouest-allemands ont acheté en RDA à très bon prix la meilleure qualité. Le deuxième choix allait à l'Est et en Russie. Comme la RDA ne disposait pas de monnaie forte on a échangé des marchandises. Au tournant, les clients ont dû payer en marks ouest-allemands. Tout est devenu trop cher.

40 ans de RDA et 20 ans de réunification, ça suffit! A moi, on ne me racontera plus rien. Avant c'était le parti qui décidait, aujourd'hui

pant russe. L'Ouest a bien aussi dû payer aux USA, jusqu'à ce qu'ils aient compris qu'il fallait reconstruire le pays pour ne pas le perdre au profit du socialisme, et ainsi ils ont lancé le plan Marshall. L'Est a été complètement démantelé technologiquement.

«Je suis un citoyen de la RDA qui y a tout appris»

Je suis un citoyen de la RDA qui y a tout appris. J'ai grandi en RDA, j'y ai fréquenté les écoles, je m'y suis marié et j'y ai éduqué mes enfants. A l'école nous avons lu *Marx* et *Engels* et appris certaines règles fondamentales de l'économie, comme des lois naturelles, quelque position que l'on prenne. A part l'économie, il y a un autre facteur important, c'est l'homme. Le caractère d'un homme se montre lorsqu'il a du pouvoir sur d'autres. Je ne veux pas défendre les tirs mortels près du mur, mais à la frontière des USA et du Mexique, il y a une barrière en acier et l'ordre de tirer y existe toujours. Personne n'en parle.

De quel droit un autre Etat décide-t-il de la RDA qui a bel et bien existé pendant 40 ans? Après la réunification la loi du vainqueur a été imposée aux vaincus. Les détresseurs de cadavres sont venus et ont frappé. Bien qu'il y ait eu un contrat de réunification, tout de suite après l'ouverture régnait une sorte de zone grise, le droit et la loi n'étaient plus en vigueur. Ce qui était de droit en RDA n'avait plus cours.

«On n'arrive pas à croire ce qui s'est passé ici et ce qui se passe toujours»

En RDA les terres étaient propriété de l'Etat, la question de propriété suscitait donc peu d'intérêt. Après – et cela jusqu'à présent – les terres ont été vendues, les forêts ont été vendues. Le successeur de la *Treuhand*, la *TLG*, la *Treuhand-Liegenschaften-Gesellschaft* (société foncière de la *Treuhand*) vend toujours les forêts à des privés. De quel droit vend-elle la propriété de l'Etat? Les forêts ont été vendues et beaucoup d'usines à bois ont été créées, qui ont fait des contrats avec les propriétaires des forêts. Sans égards pour le renouvellement des forêts, ils ont coupé surtout les pins de manière pleinement automatique, ce qui est seulement possible en Lausitz avec son terrain plat. Les hêtres qui valent davantage, furent enlevés d'abord, il n'y en a presque plus actuellement. En RDA on avait des zones de croissance, aujourd'hui on ne les connaît plus. On n'arrive pas à croire ce qui s'est passé ici et ce qui se passe toujours présentement.

Quand on regarde la structure de l'administration, qui se trouvait pendant les cinq premières années aux postes dans les administrations clé? 90% de ces cadres venaient de l'Ouest. Ce sont eux qui ont dit ce qu'il fallait faire. Le système administratif de l'Ouest a été appliqué à l'Est sans se demander comment c'était avant, sans examiner les données antérieures.

«La cohésion que j'ai connue entre les gens n'existe plus»

En RDA il y avait des assurances sociales, des policliniques, des dépistages systématiques, des hôpitaux, un système scolaire et des médecins scolaires. Les contrôles dentaires étaient obligatoires. Il y avait des vaccinations obligatoires. Les familles avaient beaucoup d'enfants, car parents et enfants étaient assurés. Les policliniques sont maintenant réintroduites sous forme de cabinets communautaires, mais maintenant il faut tout payer et encore une fois payer. La santé est devenue presque hors de prix. Le système de santé ne sert plus les êtres humains mais en premier lieu le commerce. *Le Serment d'Hippocrate* ne vaut plus rien depuis longtemps. En RDA, personne n'était renvoyé à la maison. Ce n'était pas toujours le meilleur et le tout nouveau, ce que nous avions, mais les gens recevaient de l'aide.

L'Ouest imposait un embargo: Il n'était pas permis de livrer des développements de pointe – des brevets, des produits chimiques, de la technique informatique et autres. Le verre de la Lausitz était livré à 80% à l'Ouest, mais la technique de pointe, la RDA a dû l'acheter par des tiers de façon détournée. Dans la Lausitz, *Siegfried Schelinski* avait développé du verre incassable, qui a cependant

«Le bradage de l'industrie du verre ...» suite de la page 6

dû être mis au pilon parce que cela ne servait pas le commerce.

La RDA n'était pas une société de gaspillage comme l'Allemagne de l'Ouest, la société n'était pas impersonnelle et ignorante. Lorsque dans un village vivaient 800 habitants, tout le monde se connaissait. Les gens s'entendaient. On vivait au village et l'on s'y sentait attaché. Aujourd'hui 400 personnes sont parties et de nouveaux habitants, des jeunes gens, des gens de la ville ont emménagé; ceux-là n'ont plus de relation au village, pas d'attachements. Les familles sont déchirées. Comment les enfants à Londres ou à New York s'occuperont-ils de leurs parents, s'ils sont malades? Souvent ils ne peuvent même pas venir à l'enterrement parce que c'est incompatible avec leur agenda. De grandes familles vivant sous le même toit, cela n'existe plus. La cohésion que j'ai connue entre les gens n'existe plus. Les gens sont étrangers les uns aux autres.

Le psychologue en criminologie Pfeiffer a diabolisé le système éducatif de la RDA. Les enfants dans les crèches et dans les jardins d'enfants auraient dû «chier» tous sur commande. Quelle bêtise! En vérité, les spécialistes de la RDA ont été les bienvenus à l'Ouest, ils ont été achetés. Maintenant dans les écoles, les cours de polytechnique sont réintroduits. Mais les gens en RDA qui avaient cela depuis longtemps sont considérés comme des ploucs.

«Dès le début les autres avaient l'intention de m'arnaquer»

Avant et pendant le tournant on parlait des droits de l'homme, de la liberté et des bananes qu'on ne pouvait pas acheter en RDA, mais on ne parlait pas d'économie. Pourtant, avant et pendant le tournant, les représentants de l'économie de l'Ouest étaient présents. Des conseillers, des investisseurs sont venus, qui nous ont fait croire qu'ils étaient intéressés par l'achat; sont venus des conseillers d'entreprise, des restructurateurs, et des conseillers fiscaux.

Moi-même, je suis allé à Bochum chez *Oberland Glas* pour prendre contact et leur offrir une collaboration. Les conseillers ont d'abord demandé les livres de compte, les livres de commandes, les listes de clients, la technologie. J'ai cru qu'ils étaient honnêtes et naïvement je leur ai tout donné. Ils disaient qu'ils devaient examiner cela dans leur site principal. Ils ont donné l'ordre à notre délégation de se taire, autrement le contrat ne serait pas valable. Bochum possédait quatre installations, une marchait à plein régime, une à moitié, une autre était en construction et une dernière en état de planification. Plus tard, toutes les quatre ont été mises en service. On avait repris les listes de nos clients, on avait écrit à nos clients qu'ils pouvaient maintenant commander directement chez eux. A nous, ils ont dit qu'ils n'avaient plus besoin de notre marchandise et que c'étaient eux qui livraient maintenant.

La *Treuhand* est seulement venue plus tard. Elle a demandé aux sauterelles qui s'y trouvaient de se décider. La *Treuhand* avait l'ordre de vendre. Les sauterelles ont eu les entreprises pour un mark symbolique. Ils ont demandé et reçu autant de marks qu'ils voulaient pour l'assainissement. Comme les moyens étaient liés à leurs objectifs, ils ont bien dû faire quelque chose. A certains endroits, ils ont échangé de nouvelles machines contre les vieilles, ou ils ont dès le début, installé les vieilles machines venues de l'Ouest. Après trois ans, au terme du délai, ils ont rendu la machine sous prétexte qu'elle ne fonctionnait pas. Pendant ce temps, ils ont contracté beaucoup de dettes sur les usines. Nous avons été considérés comme des Ossis [Allemands de l'Est] bêtes et crédules. En RDA, on tenait parole. J'ai d'abord dû apprendre à faire la différence entre l'apparence et la réalité. Les autres avaient dès le début l'intention de m'arnaquer. [...]

Un artiste verrier ...

«On avait une sécurité qui nous tranquillisait»

[...] Avant, on nous interdisait de voyager, et maintenant nous ne pouvons pas voyager

parce nous sommes obligés de bosser. Avant, chacun pouvait partir en vacances; certes c'était très simple. J'ai transformé moi-même la maison et l'atelier avec toute la famille. On ne pouvait pas se payer des artisans. Lorsqu'en 1989 juste avant le tournant, j'étais à l'Ouest, j'ai vu que tout se construisait à crédit. A l'Est, personne n'a voulu me croire à l'époque.

Le système de formation en RDA était irréprochable. On faisait beaucoup plus avec les enfants qu'aujourd'hui. On prenait soin des enfants. Il y avait des camps de vacances et les terrains de sport pouvaient être utilisés gratuitement. Il y avait une sécurité tranquillisante. Il y avait une cohésion entre nous. C'est tout à fait différent maintenant. [...]

Une loueuse de chambres ...

«Le respect du travail et de la vieillesse était plus grand»

Ma fille a fréquenté les écoles en RDA, et mon fils les écoles après le tournant. Ce fut une grande différence. Du temps de ma fille on s'entendait. Quand quelqu'un ne pouvait plus suivre, on le soutenait. Les instituteurs donnaient des cours de rattrapage. Du temps de mon fils tout cela n'existait plus, c'était chacun pour soi. Ma fille s'intéresse aujourd'hui beaucoup plus à ce qui se passe dans le monde et elle est beaucoup plus sociale que mon fils. Quand ma fille entend quelque chose, cela la fait réfléchir. Mon fils passe outre, tout simplement.

On peut dire ce qu'on veut, mais certaines choses étaient en ordre. Le respect du travail et de la vieillesse était plus grand. Comme on ne pouvait pas voyager, les jardins étaient loisir et occupation en même temps. On n'avait pas grand-chose, mais nous ne nous sentions pas mal à l'aise. Nous nous sentions en sécurité et l'on riait beaucoup. La cohésion entre voisins était plus grande.

«Grâce à nous, ils ont de nouveau eu du travail»

L'Ouest a reçu la marchandise de la RDA à bon marché, et que la meilleure et la plus belle. Après le tournant, les gens des entreprises de l'Ouest sont venus et ont refait les routes ici. Grâce à nous, ils ont de nouveau eu du travail. C'était un boom de la construction à crédit. Aujourd'hui beaucoup de familles sont séparées parce que l'homme ne trouve pas de travail ici et qu'il doit gagner de l'argent à l'Ouest. Ils doivent rembourser les crédits et les membres des familles se détachent les uns des autres. [...]

Un chimiste ...

«Je dirais que l'Allemagne de l'Est a perdu deux fois la guerre»

[...] Mes parents travaillaient déjà dans l'industrie du verre. La verrerie était le seul employeur. J'ai grandi à la verrerie. Pour nous, les enfants, elle tenait parfois lieu de place de jeu d'aventure. Ma scolarité a été marquée par la guerre. J'ai dû arrêter le lycée et j'ai fait un apprentissage à la verrerie comme commerçant industriel. Plus tard, j'ai suivi une école d'ingénieur à Weisswasser. J'étais parmi les premiers étudiants. Ensuite, j'ai fait des études de chimie à l'École technique de Dresde. Après les études, j'ai travaillé dans un laboratoire central dans le domaine de l'étude des matériaux et du développement de processus. Lorsqu'après le tournant, je fus menacée de licenciement, nous avons fondé notre propre bureau d'ingénieur pour le développement technique. Au début, nous avons reçu du soutien. Le premier plein était gratuit, mais ensuite nous avons dû payer, payer cher. La tentative a échoué.

Le déclin de l'industrie du verre est un processus compliqué. L'industrie du verre de l'Allemagne de l'Est était avec ses propres développements, un concurrent de celle de l'Allemagne de l'Ouest, un concurrent qui n'avait pas l'habitude de faire la concurrence. La RDA avec son économie planifiée avait certes une situation spéciale. Des solutions ont été développées, qui ne correspondaient pas au niveau international. Il y avait des produits comme le verre en cristal de plomb qui n'étaient plus demandés. S'y ajoute qu'en Allemagne de l'Ouest, dans les années 1970 et 1980, il y avait également un déclin des verreries. Deux systèmes économiques se sont



Une image qui appartient au passé. La Bärenhütte a été complètement démolie en 2007.
(Source: 100 Jahre Peill-Kristall Bärenhütte. 1997. ISBN 3-932541-02-2)

donc affrontés et ont plus d'une fois augmenté le risque d'une guerre. Les contradictions construites ont continué à produire leur effet. Il y avait certes des cas dans lesquels des concurrents ont été détruits de manière ciblée, mais y attribuer le déclin de l'économie de la RDA dans sa totalité n'est pas juste. Le délabrement a été souvent programmé. Je dirais que l'Allemagne de l'Est a perdu deux fois la guerre.

J'ai dû apprendre combien notre travail était peu estimé. La technologie que nous avons développée – c'était aussi une collaboration étroite de beaucoup d'entreprises et d'institutions de la RDA avec l'entreprise de développement de Bad Muskau – pour la solidification du verre creux (technologie CV) et notre solution du processus pour le Rostschmelzverfahren (processus de fonte avec grille, est un processus dont il n'y a pas d'exemple à l'échelle internationale. Avec l'aide d'une grille d'éléments spéciaux de céramique une couche de fonte suspendue est formée. Les transformations typiques de la fonte du verre peuvent ainsi se dérouler vite et être bien dirigées.) [...]

Une diplômée de pédagogie sociale ...

«Le tournant a été une reprise inamicale, tout fut écrasé»

[...] La région a grandi avec l'industrie du verre. L'industrie du verre est liée à la région à cause des matières premières qui s'y trouvent. Du verre, de l'énergie et du charbon, c'était la base économique. Dans la centrale de Boxberg, 2500 personnes travaillaient et tout autant dans les mines de lignite à ciel ouvert. A la fin des années 1960, les gens de toute la RDA venaient ici à cause de l'industrie de l'énergie. La population est mélangée. Les grandes industries, comme l'industrie de l'énergie, ont tout fait. Elles ont aussi fabriqué des biens de consommation et créé des jardins d'enfants et des crèches. Lorsque tous ces domaines ont été dissociés, il y a eu beaucoup de chômeurs.

Le tournant fut une reprise inamicale, tout fut écrasé. Tout ce que les gens avaient créé ne valait plus rien, jusque dans le domaine privé. Les entreprises ont été rachetées systématiquement. Les subventions ont été encaissées, puis après le délai de blocage de 2 ans, on a revendu. Les machines achetées avec les subventions furent démontées et amenées aux usines de base qui ont ainsi pu être assainies. La *Treuhand* a détruit l'économie de l'Est. Quand j'entends le mot «*Treuhand*», le cou-teau s'ouvre dans ma poche.

«Les gens seraient bien des travailleurs engagés, mais ils ne trouvent pas de travail»

J'ai fait des études d'ingénieur pour la technique de calcul, mais le travail dans la centrale d'énergie ne m'a jamais vraiment satisfait. Les études supplémentaires en pédagogie sociale étaient pour moi comme faites sur mesure.

Dans l'ambulatorio de la diaconie consacré aux dépendances, des patients sont envoyés par des médecins, des employeurs, le service administratif de justice, des institutions de sursis, des écoles et de l'agence pour l'emploi. Depuis le tournant, les alcooliques chro-

niques avec une dépendance lourde sont de plus en plus jeunes. Avant, l'âge moyen se situait à 55 ans, aujourd'hui à 35 ans. Dans la région de Weisswasser 20 à 25% des gens souffrent de maladies psychiques qui devraient être traitées. Ils se retirent et sont à peine visibles. Les maladies psychiques sont les conséquences typiques du manque de travail et de perspectives. Les malades souffraient de dépendance, qui parviennent à se décider pour une cure de désintoxication, ont besoin d'une occupation. Des groupes d'entraide offrent bien un peu de cohésion, mais ne peuvent pas remplacer le travail. Les gens voudraient bien travailler, mais ne trouvent pas de travail. Quelques pronostics parlent d'une région de vieux, de malades et de gens bêtes, et de ceux qui s'en occupent.

«Les jeunes s'en vont»

Les jeunes s'en vont. Ils ne trouvent pas de travail. Les salaires dans la région sont plus bas qu'à l'Ouest, une injustice que personne ne comprend plus. La situation des chômeurs devient de plus en plus désespérée. Ils se retrouvent dans un cercle vicieux d'efforts et de réponses négatives, duquel ils n'arrivent pas à sortir. Les gens de plus de 50 ans n'ont plus aucune chance. Quand on n'a plus besoin de quelqu'un, cela conduit à une perte de l'estime de soi et les gens tombent malades.

Avant, il y avait 7 écoles primaires, aujourd'hui, il y en a encore 3; il y avait 6 écoles secondaires, à partir de l'année prochaine, il n'y en aura plus qu'une; il y avait deux lycées, aujourd'hui il n'y en a plus qu'un. Il n'y a pas de théâtre, pas de cinéma, le prochain cinéma est à 30 km. La nouvelle génération manque. Il n'y a pas assez de médecins, un sérieux manque de médecins, pas de neurologue, pas de psychiatre. De vieux médecins ne trouvent pas de successeur. C'est cela, le résultat 17 ans après le tournant.

Avant, on trouvait dans les nouveaux immeubles un mélange de gens. On trouvait des cadres à côté des ouvriers. Aujourd'hui, les cadres ont construit des maisons ou bien ils sont partis. Dans les nouveaux immeubles ne restent que les plus faibles. Beaucoup de ces nouveaux immeubles ont déjà été démolis.

Autour de Weisswasser se forme un beau paysage de landes et de lacs, comme paysage succédant au forage à ciel ouvert. Il sera consacré au tourisme et revalorisé. Mais cela n'apporte pas beaucoup d'emplois. D'après les pronostics, le nombre d'habitants baissera à 17 000 (aujourd'hui il y en a encore 20 000 contre 38 000 auparavant).

«Beaucoup de communes n'ont plus d'écoles»

Les garderies d'enfants étaient très répandues en RDA, on mettait les enfants de 4 à 5 mois déjà dans les garderies. Cela ne leur faisait aucun mal. Les jardins d'enfants avaient une mission d'éducation et de formation. Aujourd'hui, tout cela a disparu. Ce système était raisonnable. Les enfants grandissaient en communauté, ils y apprenaient les capacités sociales et étaient préparés pour l'école.

Aujourd'hui, les enfants sont sélectionnés déjà à la fin de la 4^e classe. Les écoles satisfont en premier lieu les ambitions des parents.

«Le bradage de l'industrie du verre ...» suite de la page 7

En RDA, ils restaient tous ensemble jusqu'en 8^e, ensuite ils étaient départagés entre l'école secondaire polytechnique jusqu'en 10^e et le secondaire jusqu'en 12^e. Beaucoup de communes n'ont plus d'écoles à elles. De plus en plus d'écoles privées sont créées. Des associations d'écoles fondent des écoles secondaires privées, naturellement payantes. Les enfants d'un village ne vont plus à la même école. Les parents peuvent choisir l'endroit de l'école. Cela conduit à un isolement des enfants. Dans le village, des amitiés entre écoliers ne peuvent plus se développer comme avant. La communauté villageoise est dérangée.

Beaucoup de gens de l'Ouest ne connaissent pas l'Allemagne de l'Est. Les Allemands de l'Est se sont intéressés à l'Ouest mais rien dans l'autre sens. [...]

Une enseignante de lycée ...

«Aujourd'hui, beaucoup d'élèves choisissent la littérature suivant l'épaisseur du livre»

[...] En RDA, la responsabilité humanitaire était très importante. Même le choix de la littérature mondiale traitée à l'école était axé là-dessus. Aujourd'hui, beaucoup d'élèves choisissent la littérature suivant l'épaisseur du livre. Ils affichent un comportement de consommateur prononcé. Les élèves sont guidés par une vague de documents visuels et cette submersion de stimulations conduit à un «comportement de télécommande», à un manque de concentration et un manque de persévérance. Le nombre d'élèves au comportement perturbé comme le TDA (trouble déficitaire de l'attention) et le TDAH (trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité) augmente toujours plus dans les collèges aussi, cela n'existait pas auparavant.

Weisswasser est du fait de sa proximité avec la frontière polonaise presque une province et par conséquent de nature encore très familière. Il existe seulement des cas isolés de drogue et d'alcool. Le lycée a 612 élèves de la cinquième à la douzième classe. En 1992, il y en avait encore deux avec en tout 1400 élèves. Les deux lycées ont été regroupés en 2001.

«En RDA, l'enseignant connaissait encore les familles»

En raison de la protection des données, on connaît seulement le nom, la date de naissance et l'adresse des élèves. Dans la plupart des cas, les enseignants ne savent pas quel métier exercent les parents de leurs élèves. C'est pourquoi ils n'apprennent souvent qu'indirectement quelque chose sur la situation sociale des élèves. Ils s'aperçoivent que les parents sont au chômage seulement quand les élèves ont besoin d'une attestation pour la calculatrice ou d'autre matériel scolaire pour présenter à l'agence pour l'emploi, ou quand ils viennent sans avoir déjeuné parce que les parents chômeurs ne se lèvent plus en même temps que leur enfant, ou quand ils viennent sans casse-croûte et fatigués en raison de l'absence d'une structure quotidienne régulière. Lorsqu'il y avait des problèmes dus à la disparité sociale, l'école travaillait avec la maison de *Korzack* et le service d'assistance sociale.

En RDA, l'enseignant connaissait encore les familles. Il était normal de rendre visite aux élèves chez eux au cours des deux ou trois années. Dans les classes, les parrainages allaient de soi, les bons élèves aidaient les plus faibles. Aujourd'hui, c'est déjà une exception quand un bon élève aide un plus faible. Certains offrent leur aide contre paiement.

«Les lycées de Saxe ont un haut niveau»

Un autre problème qui nous cause des soucis est l'inconstance du système scolaire. L'emploi du temps change constamment et est axé de plus en plus sur des aspects économiques. Les programmes scolaires sont de courte durée, l'un vient juste de s'appliquer en dixième classe et déjà il y en a un nouveau qui fixe d'autres objectifs.

Le baccalauréat après douze années scolaires exige beaucoup des élèves, ils ont davantage d'heures de cours hebdomadaires, de

33 à 34. Ceux qui quittent le lycée ont de très bonnes chances de pouvoir faire des études. Les lycées de Saxe ont un haut niveau. Ils se sont orientés après le tournant vers la Bavière et vers le Baden-Württemberg. Comme le niveau est plus faible dans d'autres Länder, les notes de fin d'études universitaires sont maintenant multipliées par un facteur différent d'un Land à l'autre. Les détenteurs du baccalauréat de Weisswasser vont pour effectuer des études à Dresde, à Chemnitz et à Leipzig; Cottbus a également une bonne réputation. [...]

Un médecin ...

«L'émigration des médecins a été un grand problème»

[...] Tous les médecins pratiquent après leur formation une assistance obligatoire d'une durée de deux ans avec une formation de médecine générale. Les visites à domicile étaient organisées par un poste central. On nous envoyait, nous les jeunes médecins, en visite chez les patients. De cette manière, nous étions déjà très tôt indépendants et nous devions nous-mêmes nous former un jugement.

La RDA disposait dans les entreprises d'un système de santé qui fonctionnait bien. Beaucoup de médecins étaient très pris par les consultations au sein des entreprises. La centrale électrique de Boxberg possédait une grande polyclinique avec plusieurs médecins employés fixes, avec de la physiothérapie, un laboratoire etc. La centrale était reconnue comme une entreprise d'intérêt national et recevait pour cette raison tout soutien.

En 1975, on a inauguré à Weisswasser le nouvel hôpital avec 220 lits et 30 médecins. Nous avions des services de médecine interne, de gynécologie, de chirurgie, d'anesthésie et une pédiatrie. Nous étions très fiers de l'un des rares hôpitaux nouveaux en RDA, que nous devions à la proximité de la centrale électrique de Boxberg. Nous disposions même de deux appareils radiographiques avec lesquels nous pouvions faire «constamment» des examens. C'étaient des appareils de la RDA chers et lourds, et contenant beaucoup de fer.

Au début des années 70, la RDA a beaucoup coopéré avec la *Schweizer Arbeitsgemeinschaft für Osteosynthese* (Association suisse pour l'étude de l'ostéosynthèse – SAO). La SAO a été créée en 1958 par trois médecins suisses *Martin Allgöwer, Maurice E. Müller* et *Hans Willengger* à Davos. Les trois chercheurs dans le domaine de la traumatologie (chirurgie des accidents) ont développé de 1960 à 1980 des méthodes modernes de traitement d'os cassés (ostéosynthèse). Les trois médecins venaient souvent en RDA et transmettaient dans des cours leurs savoir sur l'utilisation d'instruments d'ostéosynthèse. C'étaient des points culminants pour moi. Ils avaient une grande avance d'expérience.

L'émigration des médecins a été un grand problème. Pour le contrecarrer, il y avait ce qu'on appelait un communiqué destiné aux médecins, qui octroyait des crédits particuliers à ceux-ci pour l'achat d'une voiture, l'achat d'une machine à laver ou d'un réfrigérateur. [...]

Un représentant de l'administration municipale ...

«Weisswasser a quelques inconvénients au niveau de son infrastructure»

[...] Weisswasser était site de combinat et a subi une transformation structurelle profonde. J'ai travaillé en tant qu'ingénieur dans l'industrie du verre et après le tournant, j'ai étudié le droit administratif.

Weisswasser a quelques inconvénients au niveau de son infrastructure: la ville se situe très loin de l'autoroute. L'environnement a un caractère rural et il existe peu de nouvelles industries. Les nouveaux habitants sont rares. La plupart des étudiants ne reviennent plus.

Une commission chargée du développement de la ville s'efforce de résoudre les problèmes les plus urgents: le «démontage» des constructions en plaques de béton à la périphérie de la ville qui doit être achevé jusqu'en 2011/12. Une nouvelle centrale, actuellement en construction, crée 200 nouveaux emplois bien rémunérés. La centrale forme également des apprentis. Les fournisseurs de

Vattenfall profitent de la nouvelle centrale. Beaucoup d'employés âgés qui quittent le processus du travail doivent être remplacés ces prochaines années par de plus jeunes. On aura besoin dans les années qui viennent de 25 à 30 éducateurs dans les écoles maternelles et les garderies. A l'hôpital, de nouveaux postes de médecins sont à pourvoir. Il existe un manque de médecins généralistes, environ 10%. Weisswasser mène une vie associative très intense. La ville soutient le travail d'encadrement de la jeunesse dans les associations. Elle met gratuitement des maisons à disposition pour cela. [...]

Une réunion de prêtres ...

«Nous voulions une RDA meilleure et plus démocratique»

[...] Nous pratiquions déjà avant le tournant du travail social d'encadrement de la jeunesse. L'encadrement des jeunes dans l'Eglise n'était pas bien vu en RDA, mais il y avait quand même une école maternelle protestante qui était financée par l'Eglise. Les parents devaient payer trois marks de l'Est par semaine.

Le diaconat entretenait des hôpitaux religieux et des foyers pour handicapés. L'Eglise pouvait mieux travailler en RDA qu'en Tchécoslovaquie ou en Russie.

Pendant le tournant, nous n'étions pas du tout pour la réunification. Il y avait des affiches: «Réunification. Non merci.» Nous voulions une RDA meilleure et plus démocratique. Lorsqu'en 1989, *Kohl* parla à Dresde d'une confédération, nous l'avons approuvé. Nous avons pris la parole dans certaines rencontres avant et après le tournant et fait part de notre idée d'une société plus démocratique.

En RDA, les individus étaient gardés dans l'entreprise même s'ils n'avaient pas de travail. Les gens étaient malins, ils pouvaient faire beaucoup avec rien. On ne jetait rien. [...]

Une voix venant du travail social pour l'encadrement de la jeunesse ...

«Il y a trop peu de postes d'apprentis dans la région»

[...] Beaucoup de jeunes qui viennent à la maison de *Korzack* sont issus de familles de chômeurs de longue durée. Ils ne voient aucune perspective. Il y a trop peu de postes d'apprentis dans la région. Moins de la moitié de ceux qui sortent de l'école, trouve un poste d'apprenti ou un emploi. C'est pourquoi, la plupart s'en vont ailleurs déjà pour faire une formation. Pour les jeunes qui ne trouvent pas de travail, il existe une sorte de formation et de préparation professionnelle qui leur donne un aperçu de différents métiers, mais pas forcément de ceux qu'ils aimeraient apprendre. La formation professionnelle ne tient pas compte de l'évolution du marché du travail. Le système scolaire est le point faible. L'économie se plaint de plus en plus souvent que ceux qui se présentent pour un emploi ne sont plus capables.

Les projets dans la région sont seulement une réaction aux problèmes déjà existants. Il faut d'abord développer ceux qui agissent de manière préventive. Aujourd'hui, on ne réfléchit même pas à ceux-là. Dans un atelier sur «la pauvreté infantile – divergences et conséquences», on a examiné le côté psychologique de la pauvreté. La pauvreté n'est pas seulement une détresse matérielle, mais aussi l'absence de participation à la société, l'expérience du manque et celle de l'exclusion. [...]

Une employée de Caritas ...

«Le travail de Caritas a été nécessaire après le tournant»

[...] J'ai étudié à l'école d'ingénieur la technique du verre et après j'ai travaillé en tant que comptable au bureau des salaires. Après le tournant, j'ai été au chômage. Pendant neuf mois, je me suis présentée partout, mais personne n'avait besoin de moi, cela jusqu'à ma présentation à l'Eglise pour travailler à *Caritas*. Après le passage habituel dans les différentes institutions, il s'agissait de savoir par quoi je voulais commencer. Lorsqu'un sans domicile fixe (SDF) me raconta qu'il devait se laver dans l'étang, pour moi, il était clair que je voulais apporter un soutien pratique. Chaque chien a finalement une niche.

Comme j'étais habitante de Weisswasser, je connaissais beaucoup de gens qui m'ont aidée à rechercher et à aménager un local, et ainsi j'ai inauguré le 1^{er} mars 1995 la première rencontre pour les SDF. Depuis l'an 2000, nous sommes à un nouvel endroit, l'ancienne école maternelle catholique. Ce lieu de rencontre profite d'une bonne réputation. Et la population nous soutient. Une entreprise de taxis, membre du Rotary, met à notre disposition sa camionnette gratuitement, avec laquelle nous pouvons aller chercher à Dresde un don important d'aliments. Une fois, nous avons reçu un don d'argent important. Nous avons pu aménager une pièce froide à la cave pour stocker les produits alimentaires utilisés pour la préparation des repas. Chaque année, une grande maison d'horticulture nous donne la possibilité de grappiller des concombres après la récolte. Et à Noël, les habitants apportent des cadeaux.

Le mardi et le vendredi, les gens viennent prendre un repas. Nous distribuons les aliments que nous avons récoltés, triés et préparés pour 1,50 euro par personne et 50 cents pour chaque portion supplémentaire. Avant *Hartz IV* (plan de réforme pour les chômeurs), 85 familles avaient un passeport-repas, aujourd'hui, elles sont 600. Nous distribuons quotidiennement 20 à 25 repas pour 1,50 euro. Il y a à Weisswasser des employés fixes qui ne gagnent que 4 à 5 euros de l'heure et qui ont droit aux allocations de *Hartz IV*. Dans certaines entreprises, des Polonais travaillent pour 3 à 4 euros (la frontière se situe seulement à 7 km). Le travail de *Caritas* a été nécessaire après le tournant. Avant, il n'y avait pas de chômeurs. Quand, dans une entreprise, quelqu'un n'apparaissait pas à son travail, les collègues allaient le chercher.

«La plupart sont seuls et trouvent ici une famille de remplacement»

Des SDF, des chômeurs et de nombreuses autres personnes qui cherchent simplement un foyer d'accueil viennent à ce lieu de rencontre. Souvent, l'alcool joue un rôle et beaucoup sont des malades psychiques. Ici, l'alcool est strictement interdit. La plupart sont seuls et trouvent ici une famille de remplacement. Je me souviens de la première personne qui est venue chez nous, c'était un vieil homme venant du foyer des SDF. Je l'ai appelé spontanément papi. Il tenait alors beaucoup à ce qu'on le nomme ainsi. C'était le papi. Une fois, après qu'on ait enterré un autre habitué du lieu de rencontre, il m'a dit en pleurant: «Maintenant, je suis content.» Lorsque je lui ai demandé pourquoi il était content, il m'a répondu: «Maintenant, je sais que quelqu'un viendra aussi à mon enterrement.»

Nous divisons l'année comme dans une famille: le carnaval, Pâques, les anniversaires en chiffres ronds, la fête d'été et le réveillon de Noël. Ce dernier est la plus grande et la plus belle fête, quelque chose de particulier. Nous commençons à une heure avec le repas, la décoration du sapin, la distribution des cadeaux et le repas du soir comme dans une famille. Le prêtre se joint à nous. La plupart de ceux qui viennent chez nous n'ont rien à voir avec la religion. Nous n'essayons pas non plus de les évangéliser. On dit bien «Ce que vous avez fait au moindre de mes frères, c'est à moi-même que vous l'avez fait» et non «ce que vous avez fait au croyant...». Bien que la plupart ne soient pas croyants, ils ne disent pas *le prêtre mais notre prêtre*.

Nous nous finançons grâce aux contributions de la ville, qui toutefois baissent chaque année de 10%, grâce à l'Eglise et à nos propres recettes. La cuisinière et moi sommes des employées fixes. Tous les autres, environ 14 personnes, travaillent bénévolement. Mon travail me plaît. Je fais aujourd'hui exactement ce qui me plaît. Un travail de relations publiques serait nécessaire. Les gens de l'Est («Ossis») ont encore la réputation d'être des sociaux. Auparavant, lors de présentations de candidatures, on faisait la moue, quand quelqu'un venait de l'Allemagne de l'Est. On disait qu'ils devaient d'abord apprendre à travailler. [...]

En peu de temps, on a rassemblé beaucoup d'histoires et d'expériences. Les gens auraient certainement encore beaucoup à raconter. C'est pourquoi nous vous invitons à envoyer vos articles à *Horizons et débats*. •

Augmentation du prix des produits alimentaires – que fait la DDC?

Direction du développement et de la coopération, Suisse

L'augmentation des prix des produits alimentaires de base compromet la sécurité alimentaire et menace la paix sociale dans le monde entier. Des troubles sont survenus dans plus de quarante pays. La Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des Affaires étrangères apporte sa contribution à l'apaisement de la situation en prenant des mesures immédiates et en lançant des programmes à long terme dans le secteur de l'agriculture. Dans l'immédiat, des moyens financiers supplémentaires et des experts seront mis à la disposition du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies. L'engagement à long terme de la DDC comprend l'encouragement de l'agriculture et de la recherche agricole dans les pays en développement ainsi que l'engagement en faveur de négociations commerciales prenant en considération les besoins des pays en développement.

La spéculation sur les marchés boursiers des matières premières a fortement accéléré les hausses de prix. Toutefois, les motifs en sont beaucoup plus profonds: l'élaboration de carburants à partir de produits alimentaires (biocarburants), la croissance de la consommation de produits alimentaires, en particulier de la viande, de mauvaises récoltes, l'arrêt des exportations de produits alimentaires et les prix élevés du mazout et du diesel sont des facteurs importants de l'augmentation des prix. La superposition de problèmes temporaires et structurels a entraîné de considérables augmentations des prix sur les marchés des produits alimentaires. En sa qualité de centre de compétences de la Confédération pour la coopération internationale et la lutte contre la pauvreté, la DDC est appelée à apporter sa contribution pour remédier à cette crise. Elle le fait au moyen d'un ensemble de mesures à court terme et par son engagement à long terme dans les pays en développement dans le domaine de la production alimentaire, de la recherche agraire et par le dialogue politique. Concrètement, la DDC agit aux plans suivants:



La considérable augmentation des prix, en particulier du riz, du maïs et du blé, a pour conséquence que le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies n'est plus en mesure d'approvisionner les près de 4,5 millions de réfugiés et les 27 millions de personnes déplacées de l'intérieur. (photo reuters)

Aide humanitaire

La considérable augmentation des prix, en particulier du riz, du maïs et du blé, a pour conséquence que le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies n'est plus en mesure d'approvisionner les près de 4,5 millions de réfugiés et les 27 millions de personnes déplacées de l'intérieur avec les moyens de son budget de 2,9 milliards de dollars prévus pour 2008. Chaque année, la DDC fournit une aide alimentaire au PAM et de nombreuses ONG à concurrence de 45,5 millions de francs. Mesure immédiate: l'aide humanitaire de la Confédération va verser au PAM les 6,8 millions de francs prévus. En outre, deux millions supplémentaires lui seront également versés et d'autres experts seront aussi mis à sa disposition dans les domaines de la gestion, de la logistique et des transports. D'autres mesures à court terme sont en cours d'examen.

Investissements supplémentaires dans l'agriculture durable, en particulier dans les pays en développement les plus pauvres

Chaque année, la DDC investit environ 150 millions de francs dans l'agriculture des pays en développement. Ces moyens revêtent une importance d'autant plus grande que d'autres donateurs ont réduit leurs engagements dans l'agriculture au cours des vingt dernières années. La Suisse met à profit sa forte position dans l'agriculture pour rechercher des partenariats avec d'autres donateurs et pour encourager les efforts qu'accomplissent eux-mêmes les pays en développement. Les petites exploitations agricoles, souvent conduites par des femmes, offrent le plus grand potentiel de réduction à moyen terme de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales, et pour apporter une contribution à l'approvisionnement alimentaire des villes.

Des effets de catalyse résultent en particulier des investissements dans le système international de recherche agraire, le CGIAR (Consultative Group on International Agriculture Research) auquel la DDC apporte chaque année son soutien à hauteur de 12 millions de francs. Chaque franc investi dans le CGIAR rapporte neuf francs aux couches les plus défavorisées de la population. Les systèmes nationaux généralement faibles de recherche et de conseil dans les pays en développement tirent parti du CGIAR et d'autres institutions apparentées pour apporter un soutien technique et pour protéger la diversité des espèces végétales.

Politiques nationales de sécurité alimentaire dans les pays en développement et dans les pays émergents

La DDC apporte son soutien aux pays en développement par la formulation de politiques nationales de nature à protéger le droit à l'alimentation de l'ensemble de la population. Ces politiques varient de pays à pays, mais elles comprennent toutes des investissements appropriés dans la recherche et le conseil agraire, pour des stratégies de stockage, pour la promotion des marchés locaux et régionaux, ainsi que pour des mesures de soutien social aux couches les plus pauvres de la population. La promotion des possibilités de revenus dans et en dehors de l'agriculture est au centre de cette action. Il s'agit aussi de planifier des infrastructures, dans la perspective également de la sécurité alimentaire de la population. Des prix stables des produits alimentaires, mais aussi lucratifs, sont des incitations positives pour la croissance durable de la production des petites exploitations et en faveur d'investissements du secteur public dans l'agriculture. Il en résulte aussi, en particulier sur les marchés régionaux, de nouvelles possibilités de revenus pour les plus petits des pays en développement.

Une trop forte dépendance des importations de produits alimentaires recèle des risques pour la sécurité alimentaire nationale. Les pays en développement doivent avoir le droit de décider eux-mêmes de leur taux d'autosuffisance et de protéger les produits agricoles sensibles. De nombreux pays s'en sont excessivement remis au marché international pour acheter des produits agricoles bon marché, notamment aussi parce que ces prix ont été maintenus artificiellement bas par les pays industrialisés.

Relations commerciales internationales et mesures prises par la Suisse

La réglementation des relations commerciales internationales doit être renégociée. La DDC s'engage en faveur de la reprise le plus tôt possible des négociations de Doha, actuellement en situation de blocage, afin de tenir tout particulièrement compte des intérêts des pays en développement les plus pauvres.

L'importation de carburants tirés de produits de l'agriculture ne doit pas être subventionnée par le biais d'exonérations fiscales. Il peut toutefois être opportun pour certains pays d'encourager la production de carburants tirés de produits de l'agriculture.

La politique agricole doit miser davantage sur l'agriculture paysanne

Le délégué du Parlement européen Graefe zu Baringdorf* mise sur l'agriculture écologique

L'intensification de l'agriculture a été accompagnée de nombreux problèmes sur le plan mondial, mais également en Europe. L'agriculture paysanne a été fortement refoulée puisque la baisse continue des prix, dans le passé, a conduit à la diminution des chances de ce mode écologique, surtout dans les pays du Tiers-Monde. Et cela se manifeste maintenant durement. Nombreux sont ceux qui ont été séparés de leurs terres, et la hausse des prix les touche pour la deuxième fois de manière très forte. [...]

Ce que nous sommes en train de vivre actuellement, a à voir avec la politique erronée de ces dernières années et décennies, parce que le dumping pratiqué dans l'exportation a fait baisser les prix dans les pays du Tiers-Monde de sorte que ni l'agriculture ni la petite agriculture

ni l'économie de subsistance n'avaient plus aucune chance. Des marchés régionaux ont été détruits. Et maintenant, en ce moment où tout va en sens inverse, le fondement du marketing autonome régional, de la subsistance, des semences adaptées aux régions: tout manque!

On a essayé d'offrir des semences génétiquement modifiées à ces pays. Tout cela nous a induits en erreur, selon les propositions des 400 scientifiques travaillant à la charge de l'ONU et de la Banque mondiale. Il faut retourner à l'agriculture paysanne et écologique, aussi difficile cela soit-il pour nous, et là où elle existe encore, il faut la stabiliser. Nous ne serions pas en mesure de nourrir le monde depuis ici.

Dans l'agriculture paysanne et écologique, nous avons, avec les quantités qui

en résultent, en matière de récoltes, des rendements moins grands. Nous avons cependant, grâce à un input moins important, en ce qui concerne le pétrole en particulier, un plus grand rendement quant au bilan énergétique et moins de dégâts environnementaux. Pour produire une tonne d'azote il faut deux tonnes de pétrole. Cela veut dire que, si vous avez sur le papier un grand rendement et que vous ne faites pas le bilan, la production industrielle semble rapporter davantage. Celle-ci ne constitue pourtant pas une partie de la solution, mais fait partie du problème.

* Friedrich-Wilhelm Graefe zu Baringdorf est vice-président de la Commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen.

Source: Deutschlandfunk du 23/04/08

Initiative «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale»

Pour une information honnête et ouverte du Conseil fédéral!

par Reinhard Koradi, Dietlikon

Le 1^{er} juin, le peuple suisse votera sur l'initiative «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale». L'initiative ne demande pas plus, mais également pas moins qu'une information honnête et ouverte.

Parler dans ce contexte d'une «initiative muselière» est une fois de plus égarant et confirme la manipulation des autorités par une interprétation différente des contenus et des termes. Avant la votation sur la Constitution fédérale, on avait parlé d'une simple «mise à jour». Après la votation, nous avons réalisé que nous avions été sciemment induits en erreur. Avec son «oui» à cette Constitution fédérale, le peuple, sans le savoir, avait ouvert le chemin à l'abolition de la couverture du franc suisse, à des réformes radicales, à la privatisation de l'infrastructure publique (la Poste et

les chemins de fer) et à une plus grande concentration du pouvoir à la Berne fédérale.

De même, lors des différentes votations concernant l'armée, le peuple suisse n'avait appris que la moitié de la vérité. A présent, on admet au niveau de la direction que notre armée a perdu sa capacité de défendre le pays. C'est également avec des manipulations et avec la dissimulation d'informations importantes pour la décision qu'on s'est acquis la majorité des voix pour l'acceptation de la péréquation financière et de la loi sur la formation.

Pour que le citoyen puisse voter en connaissance de cause et conformément à la Constitution lors des votations populaires, les initiants exigent le droit à une information honnête et complète. Le Conseil fédéral doit

s'en tenir à nouveau à son mandat. Sa prétention à vouloir gouverner le peuple contredit les principes fondamentaux de la démocratie directe. En plus, cela peut avoir pour conséquence que les votations soient considérées comme une menace, à cause des prétentions au pouvoir et au gouvernement du Conseil fédéral. Dans cette logique, la volonté du peuple devient un ennemi et doit être dirigée sur la «bonne voie» par des stratégies de communication ciblées. Cette manipulation et cette orientation violent la culture politique développée dans notre pays. Elles violent aussi grossièrement la souveraineté du peuple.

La Suisse doit faire face à des défis politiques, sociaux et économiques considérables. Dans notre pays, les réformes souvent introduites sur la base d'une fausse information

délibérée doivent encore faire leurs preuves. Se révélant sous leur vrai jour, elles représentent un potentiel de conflit social et politique considérable. La résolution de ces conflits, qui ne peuvent se résoudre qu'avec le peuple et non par la force, requiert la confiance mutuelle. Et celle-ci exige une information honnête et ouverte.

Construisons la maison de la confiance mutuelle et créons ainsi les fondements d'une politique constructive, qui ne se broie pas dans des contradictions et guerres de tranchées, mais qui développe et réalise des solutions durables pour le bien de tous. Nous ferons le premier pas dans ce sens avec un «oui» clair à l'initiative populaire «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale».

¿Se hace una guerra en Europa por las reservas naturales?

por Prof. Dr. Velimir Nedeljkovic, Serbia

Vivimos en un mundo peligroso y en tiempos muy graves, porque – citando a Shakespeare – «algo huele a podrido en el estado de Dinamarca». Deberían alertarnos las palabras del senador norteamericano *Richard Lugar*, en la cumbre de la OTAN en Riga en 2006, quien intercedió por un complemento del artículo 5 del contrato de la OTAN, [el que regula la defensa colectiva]: el senador abogó para que un embargo de energía contra un país miembro, sea considerado como un ataque; un ataque tal significaría, a su vez, un ataque a la alianza, y por lo tanto es un caso de defensa colectiva de la OTAN. Según su contrato – la alianza podría reaccionar militarmente. Esa propuesta se hizo cuando fue evidente que los rusos habían instalado su «cañón energético» más poderoso en medio de Europa. (ver recuadro)

En épocas anteriores, se hacían guerras para tomar posesión de otros territorios, saquearlos y someter a sus habitantes. Nosotros mismos somos testigos de que, actualmente, se hacen guerras para tomar posesión y ejercer dominio sobre las reservas de energía. Todo esto es presentado con una retórica espumosa, para hacer creer a la humanidad: que se quiere evitar la producción de armas masivas de destrucción (Iraq); o la producción ilegal de material radioactivo, con el que los terroristas podrían construir una «bomba nuclear» – como si esto fuera factible en un garage o un taller casero (Irán); o, la ironía de hacer creer a la población que se trata de evitar una «catástrofe humanitaria» (Serbia – Kosovo y Metohija).

Es sabido que las reservas de petróleo en el mundo se están acabando

Es sabido que las reservas mundiales de petróleo – las que entre 1975 y 2005 no se utilizaron muy económicamente – se están acabando; que Iraq, Irán y la región del Caspio pueden abastecer al mundo sólo por 30 años más – lo que muestra claramente el balance de las reservas energéticas en el mundo. ¿Y qué sucede con Kosovo y Metohija?, ¿huele allí también a petróleo? ¿Qué riquezas naturales se encuentran allí? Sobre esto se sabe poco y se guarda silencio (ver mapa de las reservas naturales). Tienen que haber habido realmente «buenos motivos» para bombardear durante 78 días un estado soberano – en tiempos de paz, y sin la aprobación del Consejo de Seguridad de la ONU. Esa acción mi-

litar despiadada, cínicamente llamada «Ángel misericordioso», no tenía como objetivo el evitar una «catástrofe humanitaria» sino posibilitar la ocupación de Kosovo y Metohija por las tropas de la OTAN; es decir, se logró lo que no se pudo alcanzar con el fracasado contrato de Rambouillet.

El balance de esta operación – sin una causa que la provocara – es nefasto:

- más de 2000 civiles muertos
- más de 6000 civiles heridos
- más de 700000 refugiados
- más de 30 toneladas de uranio empobrecido y otros desechos atómicos
- más de 150000 toneladas de petróleo derramadas de las refinerías bombardeadas en Novi Sad y Pancevo
- más de 300kg de piralen (detergente para metales) cancerígeno, derramado a causa de ataques a estaciones transformadoras
- docenas de kilómetros de autoruta destruidos
- 5 aeropuertos destruidos
- 60 puentes destruidos
- 30 clínicas destruidas
- 20 hospitales destruidos
- 190 escuelas destruidas
- 300 fábricas destruidas
- 2 refinerías de petróleo destruidas
- 4 torres de televisión destruidas
- 3 estudios de televisión destruidos
- 15 tanques y algunos aviones destruidos

Las consecuencias de esta acción de barbarie en Serbia son: el medio ambiente contaminado por siglos, un fuerte aumento de tumores malignos, un continuo estrés existencial, una existencia en la pobreza. El agresor ha debido tener buenas motivaciones para provocar una destrucción con semejantes repercusiones. ¿Cuáles podrían ser – además de los conocidos intereses geopolíticos y el acercamiento a las fronteras rusas?

Los primeros que hablaron de ello fueron los norteamericanos, ya en 1999, poco antes del ataque a Serbia.

John Pilger mencionó la palabra «petróleo», al referirse al proyecto de EE.UU. y las multinacionales: éstos querían imponer, conjuntamente, un patrocinio del petróleo desde el golfo Pérsico hasta el mar Caspio – después del derrumbe de la Unión Soviética y el fin de la guerra fría sin que haya habido un enfrentamiento.

Estamos siendo testigos de la realización de ese plan. Y como Serbia es el único país

en la región que no pertenecía a ninguna alianza militar – y hoy tampoco parece desearlo – sino que quiere conservar su neutralidad, Serbia es, evidentemente, un impedimento para la realización de ese plan.

Por eso fue bombardeada Serbia ...

Por eso fue bombardeada Serbia y parte de su territorio fue ocupada con violencia. En las negociaciones de Rambouillet, EE.UU. estaba con todo de acuerdo, pero exigía como contrapartida que tropas de la OTAN pudieran internarse en territorio serbio. Serbia también estaba con todo de acuerdo, pero no con tener tropas extranjeras en su propio territorio. El bombardeo de Serbia se hizo inevitable, y fue el primer paso para la independencia de Kosovo y para asegurar el futuro patrocinio del petróleo.

En este contexto, es interesante señalar que después del bombardeo, del contrato de Kumanovo¹ y la *Resolución 1244* del Consejo de Seguridad,² las primeras tropas rusas que avanzaron de Bosnia en Kosovo y Metohija – casi provocando un enfrentamiento – estaban interesadas sólo en el aeropuerto subterráneo de Slatine – cerca de Pristina – donde estaban estacionados MIGs. La OTAN envió primeramente al general *Jackson* con su unidad – como vanguardia de la *Kfor*: Pero después de él, no se enviaron otras unidades de la *Kfor*, sino representantes de multinacionales guiados por la «Brown&Rout» – Company. Esa sociedad levantó la enorme base militar Bondsteel cerca de Urosevac, y es además conocida por su participación en numerosos negocios petroleros.

Reservas naturales en Kosovo y Metohija

Plata, cromo, boro, wolfram, plomo y cinc (42,2 millones de toneladas), níquel y cobalto (13,3 millones de toneladas), magnesio (5,4 millones de toneladas), bauxita (1,7 millones de toneladas), iridio y germanio son algunas de las riquezas naturales en Kosovo y Metohija, cuya existencia no se da a conocer públicamente.

Las reservas de lignito, de alta calidad y con bajo contenido de azufre, se calculan en 14 mil millones de toneladas; según el consumo actual, éstas alcanzarían para 200 años; las reservas de cromo cubren el 20% de las reservas mundiales. Además, se han encontrado considerables reservas de petróleo de esquisto en el sur de Serbia – cerca de Subonitac, en la zona de Aleksinac.

La tecnología para extraer petróleo de esquisto se ha desarrollado y ya es conocida en el mundo. Los expertos suponen que bajo las capas de esquisto se encuentran petróleo y gas y que se trata posiblemente de la continuación de la «arteria cáspica» que se extiende por Albania hasta el Adriático. Sobre esto se informa con frecuencia: en una aclaración de prensa del 10 de enero, la *Manas Petroleum Company* dió a conocer los resultados de una evaluación de las reservas hecha por *Gustafson-Associates LLC*.

En el norte de Albania se descubrieron grandes reservas de petróleo y gas; se calcula una cantidad de 2,987 billones de barriles de petróleo y 1004 billones de metros cúbicos de gas.³ Se supone que la mitad de esa cantidad se encuentra en Albania y la otra mitad en Kosovo y Metohija. Es sabido que en el norte de Grecia y Montenegro no hay reserva de petróleo o de gas. En EE.UU. era conocida la existencia de petróleo y gas en Kosovo y Metohija, antes de la ocupación militar de la región; ya en 1999, y antes del ataque a Serbia, la Dra. *Sara Flounders*, codirectora del *International Action Center* en EE.UU. se refirió a este hecho en el artículo «Guerra y minas» en el «Washington Post»: allí tematiza el gran interés de las multinacionales por las reservas naturales en Kosovo y Metohija.

Aquí hay que agregar, que Serbia, ya en el año 1958, había hecho varias pruebas de perforaciones en Kosovo y Metohija – cerca del pueblo Sumadija, pero los resultados detallados de esas pruebas no se dieron a conocer públicamente. Se sabe sólo que, a cientos de metros de profundidad, se descubrieron numerosas capas de petróleo de esquisto.

Reservas de petróleo y gas en Kosovo y Metohija más grandes que en Azerbaiyán

Todo esto demuestra que es segura la existencia de petróleo y gas en Kosovo y Metohija, y que no se trata sólo de suposiciones. Por medio de imágenes precisas de satélites y otras inspecciones, se puede incluso comprobar que las reservas de petróleo y gas en Kosovo y Metohija son mayores que en Azerbaiyán. Occidente, con EE.UU. a la cabeza, y apoyado por la globalización, quiere demostrar abiertamente su poder al modo de Orwell: todo lo que fue una unidad se desmembra en pequeñas partes. Después, las partes se vuelven a unir – pero de acuerdo a propios criterios y en la forma deseada – sin consideración a la moral, ética o justicia.

Pocos se animan a predecir lo que ocurrirá después del reconocimiento de los estados falsos Kosovo y Metohija; en el mundo, y sobre todo dentro mismo de esos estados. Las primeras repercusiones ya se conocen: el gobierno de Serbia en Belgrado fracasó, el gobierno de Macedonia en Skopje es inestable etc. – el epicentro de ese mal es siempre el mismo; Kosovo va a desestabilizar la mayoría de los gobiernos en la región. Es sabido que las reservas de petróleo y gas son palancas políticas muy poderosas, con las que se puede fácilmente desequilibrar el mundo. Ucrania lo sintió de cerca y entendió que el petróleo y el gas ruso no son compatibles con la pertenencia a la OTAN.

La región del Caspio posee casi la mitad de las reservas mundiales de petróleo: allí, Osetia del Sur quiere la independencia de Georgia – así como Kosovo de Serbia. Lo que no es un caso aislado, ya que después viene Abjasia etc.

¿Tiene un fin esta locura que, bajo la dirección de EE.UU. y sus comparsas de Europa, aumenta constatemente el riesgo de conflictos? En algún momento va a explotar, la pregunta es sólo cuándo y dónde. ¿Escuchas esta pregunta Europa? Está dirigida a tí. •

¹ Kumanovo: ciudad al norte de Macedonia donde, en 1999, se negoció un armisticio para poner fin a la guerra del Kosovo y que se cerró con el acuerdo de Kumanovo.

² La Resolución 1244 del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas del 10 de junio de 1999, «apoya el reconocimiento de la soberanía e integridad territorial de la República Federal Yugoslava, por parte de los países miembros»; al referirse a Kosovo no habla de independencia sino de una «autonomía substancial y administración propia».

³ Manas Petroleum Corporation press release: www.manaspetroleum.com/s/NewsReleases.asp?ReportID=280518&_Type=News-Releases&_Title=Independent-Resource-Evaluation-Confirms-Existence-of-Giant-Oil-and-Gas-Pro

El «cañón de energía» ruso

Rusia posee más de 130000 pozos de petróleo, unos 2000 yacimientos de petróleo y gas, de los cuales por lo menos 900 no han sido explotados hasta ahora. En sus yacimientos de petróleo se calculan unos 150 mil millones barriles, lo que equivale a la cantidad existente en Iraq; hasta ahora no han sido explotados por las dificultades de extracción, pero esto podría cambiar a raíz del alza de precio del petróleo.

Cuando Moscú tuvo en claro que Washington iba a encontrar un medio para hacer ingresar a las repúblicas bálticas a la Otan, *Putin* impulsó la construcción de un puerto de petróleo en Primorsk, en el mar del este, por 2,2 mil millones de dólares norteamericanos. Ese proyecto – el *Sistema Báltico de Oleoductos* (BPS) – reduce considerablemente la dependencia de la exportación de Letonia, Lituania y Polonia. BPS se terminó de construir en marzo de 2006, y puede transportar diariamente 1,3 millones barriles de petróleo ruso hacia los mercados occidentales en Europa.

También en marzo de 2006, el ex canciller alemán *Gerhard Schröder* fue nombrado presidente de un consorcio ruso-alemán, para la construcción de un gasoducto de unos 1200 km, que deberá pasar por debajo del mar del

este. Con el 51%, *Gazprom* es el accionista mayoritario en este proyecto del *Gasoducto nordeuropeo* (NEGP); la empresa está bajo control estatal ruso y es la más grande del mundo.

El enorme yacimiento de gas en Shtokman – en la parte rusa del Barentsee, al norte de la ciudad portuaria Murmansk – también va a abastecer con gas a NEGP. Cuando el gasoducto NEGP con sus dos tuberías paralelas esté listo, va a suministrar a Alemania 55 mil millones de metros cúbicos adicionales de gas ruso.

En abril de 2006, el gobierno de *Putin* comenzó con la construcción del *Gasoducto-Pacífico-Siberia oriental* (ESPO) con un costo de 11,5 mil millones de dólares. El gasoducto irá desde Taishet – en la región de Irkutsk en Siberia oriental – hasta la costa rusa en el Pacífico.

Cuando esté terminado llevará 1,6 millones barriles por día, de Siberia al lejano este en Rusia y de allí a la región del pacífico asiático necesitada de energía, sobre todo a China.

Ver: *William F. Engdahl. Petróleo, seguridad económica y riesgos geopolíticos de hoy, www.engdahl.oilgeopolitics.net*

EE.UU. a punto de lograr la primacía nuclear

«Hoy, por primera vez desde hace casi 50 años, EE.UU. está a punto de alcanzar la primacía nuclear: pronto le va ser posible eliminar con el primer golpe nuclear el arsenal de misiles de largo alcance de Rusia o China. Este giro dramático en el equilibrio nuclear de las Potencias, tiene que ver con un mejoramiento del sistema nuclear norteamericano y, a su vez, con la precipitada decadencia del arsenal ruso y el lento proceso de modernización del potencial nuclear militar de China. Mientras Washington no cambie su política, o Moscú y Pekín no tomen las medidas necesarias para aumentar las dimensiones y la disposición de su potencial, Rusia, China y el resto del mundo, tendrán que vivir – por muchos años venideros – a la sombra de la primacía nuclear de EE.UU.»

Kier Lieber y Daryl Press. The Rise of US Nuclear Primacy. In: Foreign Affairs, marzo/abril de 2006. Editado por Council on Foreign Relations

La production de semences est également une question politique

par Hedwig Schär

Les semences saines et sans OGM sont capitales pour la culture jardinière et l'agriculture. Elles seules garantissent une nourriture saine et protègent de la dépendance créée par les grandes entreprises agroalimentaires. *Horizons et Débats* a souvent fait état des agissements dans le domaine de la production des semences. Voici cependant un exemple positif.

La reproduction végétale

La nature a prévu différents types de reproduction, selon les conditions locales et climatiques qui varient beaucoup. Il est fascinant d'observer la multiplicité de ces «méthodes».

Il faut différencier deux mécanismes principaux: la reproduction végétative, qui aboutit à la formation de plantes génétiquement identiques, et la reproduction générative qui opère grâce à des semences. La multiplication végétative asexuée produit une nouvelle plante identique issue d'une partie de la plante originale. C'est le cas, pour prendre un exemple concernant les jardins familiaux, de la fraise qui forme, chaque année, de longues pousses munies de nouvelles plantes. De même, la pomme de terre, organisme accumulateur, donne, l'année suivante, des plantes génétiquement identiques.

Le deuxième mécanisme, la reproduction sexuée par le biais de semences, est beaucoup plus important pour le jardin familial. La plus grande partie de nos légumes provient de semences ou de plantes.

Dans la reproduction sexuée, la plante forme une fleur qui est ensuite fécondée. Le pollen (mâle) est transporté sur le stigmate (femelle). Cette fertilisation se fait par les vents ou les insectes, avant tout les abeilles qui volent de fleur en fleur, disséminant ainsi le pollen sur les différentes fleurs de la même espèce. Une fois fécondé, le stigmate produit de nouvelles semences. Autour de la semence se forme une enveloppe dure qui la protège des champignons et d'autres agents nuisibles de l'environnement, chaque plante produisant des semences dont la taille et la forme lui sont propres. Souvent les semences sont enfermées dans une sorte de «compartiment» qu'on peut très bien voir en regardant un cynorrhodon, une pomme coupée en deux ou un haricot. L'enveloppe protectrice forme, avec les semences, le fruit. Les semences de beaucoup de plantes se détachent facilement, comme celles du pissenlit. On procède de la manière suivante: on coupe la partie porteuse de semences avant que celles-ci ne se détachent, on la suspend à l'envers et on recueille les semences dans un linge ou un sac.

Amélioration des légumes de jardin

Dès les débuts de la civilisation, depuis qu'il cultive des plantes, l'homme a cherché à améliorer la reproduction grâce à des croisements ciblés.

C'est ainsi que se sont formées, au cours des siècles, les différentes variétés de légumes que nous cultivons dans nos jardins et nos champs. L'homme a su tirer profit de la diversité génétique des semences et cultiver, par la sélection, les plantes les plus précieuses et les plus efficaces. Malheureusement, on observe aujourd'hui une tendance inverse: On réduit la diversité par la sélection, l'amélioration et les monocultures. D'anciennes plantes cultivées, qui étaient souvent à la base des croisements, disparaissent entièrement avec leur matériel génétique. Il en résulte un appauvrissement de la diversité naturelle.

Le génie génétique dans la production de semences

Ces dernières années ont amené un autre changement important dans la production de semences. De nombreuses plantes ont été génétiquement modifiées. Ce faisant, on a créé un cheval de Troie car il s'agit là d'une emprise massive sur l'écosystème naturel savamment équilibré qui ne tardera pas à entraîner des conséquences importantes. Les manipulations génétiques ont eu pour effet que ces semences ont pu être brevetées, si bien que *Monsanto* et d'autres grandes sociétés agroalimentaires contraignent les agriculteurs à acheter leurs semences chaque année chez



elles. Cela représente un changement fondamental. Dans le monde entier, depuis des milliers d'années, depuis que l'homme cultive la terre, on gardait une partie de la récolte pour la semer dans les champs l'année suivante. Or cette coutume millénaire vient d'être interdite puisqu'il est exclu de tirer de nouvelles semences des semences brevetées!

Les semences biologiques Zollinger

Il y a 25 ans, la famille Zollinger a commencé à produire elle-même des semences au moment où l'on offrait de plus en plus de semences hybrides sur le marché et que la production était profondément bouleversée. Les semences hybrides, il est vrai, ont normalement un bon rendement la première année mais il est impossible d'en tirer des semences soi-même, si bien que chaque année, on doit en acheter de nouvelles (voir encadré). Au cours des années, la famille Zollinger a donc développé de plus en plus la production de semences biologiques et en offre aujourd'hui une large gamme.

Au vu de l'évolution des semences OGM, ce qu'a réalisé la famille Zollinger n'en appa-

raît que plus valable, car cela permet de s'opposer à cette tendance.

L'entreprise Zollinger est située aux Evouettes, à l'entrée du Valais (Suisse). On y voit des champs entiers de fleurs, de légumes et de céréales. Tout est très soigné et les couleurs sont un plaisir pour les yeux.

Autrefois, la famille était installée en Suisse orientale, mais bientôt elle a cherché un terrain plus vaste. La production de semences nécessite un climat doux où les températures hivernales ne tombent pas beaucoup en dessous de 0°C et où les étés sont chauds et secs pour que les semences atteignent leur pleine maturité. En même temps, les conditions doivent correspondre à celles qui règnent en Suisse, c'est-à-dire à la production de variétés robustes. C'est pourquoi des terres situées dans le Sud, par exemple dans le Midi de la France, ne convenaient pas. En Suisse, il existe différentes régions idoines: la vallée du Rhin, le Klettgau schaffhousien et le Bas-Valais. Ainsi la famille Zollinger a-t-elle finalement, il y a 14 ans, jeté l'ancre aux Evouettes. Depuis, elle y produit, sur un terrain de 5 à 7 hectares, des semences biologiques destinées aux petits consommateurs.

Les expériences faites au cours de ces années ont permis aux Zollinger d'acquérir un grand savoir horticole très demandé en matière d'évaluation, de production de semences et de diffusion de variétés précieuses. L'Office fédéral suisse de l'agriculture tire profit de ces connaissances dans le cadre de son Plan d'action national (PAN) de sauvegarde de la diversité des plantes cultivées.

Préparation du sol et culture

Même dans la production de semences, on respecte la rotation des cultures afin que le sol soit exploité de manière équilibrée et possède suffisamment d'engrais. La première année, on cultive une céréale, de préférence de l'épeautre. L'année suivante, on sème de la luzerne, bon fournisseur d'azote; l'année suivante, on cultive une plante sarclée: maïs, pomme de terre ou légumes. La quatrième année, on cultive des légumes, des herbes et des fleurs pour la production de semences. L'entreprise dispose en tout de 25 hectares, dont 5 à 7 sont réservés à la production des semences de légumes, d'herbes et de fleurs. Les tunnels et terrains de culture réservés à la production de semences sont souvent très éloignés les uns des autres, afin d'éviter le croi-

sement involontaire de plantes de la même famille et de garantir la pureté des variétés. C'est pourquoi la plantation du chou blanc est très éloignée de celle du chou rouge. Si le pollen est diffusé par le vent, les plantes doivent être cultivées en maintenant une distance d'au moins 1200 mètres.

La récolte des semences

La récolte se fait principalement à la main. Ensuite, les semences sont séchées, puis délicatement battues. Le nettoyage se fait à l'aide de machines spéciales et à la main. Il s'agit d'un long travail.

L'entreprise possède ses propres sélections et produit des variétés garanties sans OGM (voir encadré) pour les jardins familiaux et les petits consommateurs. Souvent, on lui envoie d'anciennes variétés de semences qu'elle cultive en examinant ensuite si elles s'adaptent au jardinage familial.

Dans la production en gros pour les besoins de l'agriculture, les plantes devraient préférer mûrir toutes au même moment pour que les produits se présentent, à l'étalage des marchands de primeurs, tous aussi beaux les uns que les autres. Mais ce n'est pas souhaitable pour le jardinage familial. Là, un certain retard dans la maturation est apprécié pour que la famille puisse récolter petit à petit les différents légumes. Dans chaque sachet se trouvent donc également des semences au mûrissement retardé, la quantité étant destinée à un carré de 5 mètres sur 5 environ.

Catalogue

L'entreprise édite un catalogue à la présentation soignée où les plantes sont décrites précisément et accompagnées d'une illustration. Sont indiquées la famille, la taille, la saveur, les semences et la récolte. Certaines descriptions sont complétées par des informations supplémentaires, notamment sur l'origine de la plante et par des recettes. En feuilletant le catalogue, on ressent l'enthousiasme qui anime l'entreprise.

Il vaut la peine de se faire inscrire au fichier clients de l'entreprise *Zollinger*. On reçoit alors gratuitement, chaque mois de janvier, le nouveau catalogue. Et un soir d'hiver, on peut s'installer confortablement, jeter un coup d'œil à ses anciens sachets de semences et commander par la poste ce dont on a besoin. Ainsi, même avant que la saison des jardins ne commence, on est déjà pourvu en semences.

A part l'alimentation équilibrée à base de plantes saines, la production de semences pures et biologiques est une question hautement politique. Les grandes multinationales agroalimentaires sont axées sur le profit. Elles font que l'agriculture dépend d'elles et s'accommodent du fait qu'elles détruisent des terres précieuses et l'écosystème avec des plantes OGM et des produits chimiques. Aussi toute initiative visant à s'opposer à ce processus ne saurait-elle être trop louée.

On peut commander le catalogue, disponible également en français, par courriel: info@zollinger-samen.ch, www.zollinger-samen.ch

Qu'entend-on par semences hybrides?

Les semences hybrides sont produites par le croisement de deux plantes parentes sélectionnées. Le rendement de la première génération étant notablement meilleur et homogène, elles sont par conséquent, à première vue, intéressantes pour l'agriculture. Mais si l'on essaie de récolter des semences à partir de cette première génération, il s'avère que tous les descendants ne sont pas génétiquement purs et manquent de vigueur, ce qui veut dire que le jardinier est contraint d'acheter chaque année de nouvelles semences et dépend entièrement du semencier. Il peut facilement reconnaître les semences hybrides: Les sachets portent le sigle F1 qui signifie «Filius 1»: la première génération a un bon rendement.

Il faut noter que les semences hybrides ne sont pas génétiquement modifiées, mais issues du croisement de générations parentes sélectionnées.

Qu'est-ce que la sélection?

La sélection est une procédure visant à créer des variétés pures et robustes. On sélectionne les meilleurs exemplaires d'une variété en les faisant mûrir dans un tunnel. On en tire les semences destinées aux cultivateurs, les semences de base.

Prenons l'exemple du chou blanc. On le souhaite beau et compact. Aussi élimine-t-on les plantes ne répondant pas à ce critère. Cependant les beaux légumes ont de la peine à fleurir et par conséquent à produire des semences. C'est pourquoi on coupe la moitié supérieure des dix exemplaires les plus beaux, ce qui facilite la formation de pousses et de fleurs, puis de semences. Celles-ci possèdent et transmettent alors toutes les bonnes propriétés de la plante.

Les jeux de force et l'envie de tuer dans les chambres d'enfants

par Renate Hänsel

Les parents et les enseignants s'inquiètent de plus en plus sur la manière dont leurs enfants et adolescents consomment les médias électroniques. Le temps passé devant l'écran augmente constamment, les contenus sont de plus en plus douteux, sans parler de l'occupation intensive avec les miniordinateurs et magnétoscopes installés dans les portables sophistiqués, ce que les parents observent avec consternation. Un nombre croissant d'intéressés participent à des soirées informatives sur le thème de la violence dans les médias, avant tout des parents et des enseignants qui recherchent des informations sur les effets de telles occupations sur les adolescents et sur la manière dont on peut exercer dans certaines circonstances une influence au niveau pédagogique.

Deux réunions informatives à ce sujet ont eu lieu en Mittelfranken (Allemagne) dans un centre scolaire à Erlangen et dans un lycée à Höchstadt à chacune desquelles ont participé près de 100 personnes.

Quels sont réellement les contenus des jeux informatiques utilisés la plupart du temps par les garçons? Qu'est-ce qui captive tant les joueurs? Comment la recherche scientifique juge-t-elle les effets? De quelle manière les éducateurs peuvent-ils exercer une influence pour limiter les dégâts?

Qu'est-ce qui fascine les jeunes gens?

Il est infiniment précieux qu'un adolescent, ayant lui-même joué excessivement, se sente responsable d'épargner à d'autres adolescents ces meurtres insensés et cette tuerie sauvage et qu'il transmette ses expériences dans cette intention. Ainsi, un étudiant en médecine âgé de 20 ans a montré à l'aide d'extraits de jeux de quoi il s'agit réellement dans ces jeux et a analysé le mécanisme épouvantablement simple, mais tentant, qui fascine les jeunes: le joueur se meut comme représentant d'une bonne puissance dans des mondes obscurs dans lesquels un danger guette à chaque coin; pour se libérer, il tire dans une sorte d'autojustice. On parvient à des succès au moyen de tirs rapides et de meurtres et on gagne du pouvoir sur les autres par exemple avec le jeu counterstrike qui, du fait que c'est un jeu de groupe, attise davantage encore le sentiment de concurrence. Celui qui manque d'assurance et qui est seul et se sent inférieur aux autres, peut se sentir ici comme le «King» s'il a réussi à la fin le plus grand nombre de coups – le mieux c'est un tir dans la tête, car cela compte davantage. Le jeune homme déclare que le fait de jouer pendant des heures rend naturellement agressif et qu'on ne peut plus différencier clairement au niveau émotionnel la réalité de la virtualité. En réponse à la question de parents voulant



Nous pouvons donner à nos enfants une orientation prosociale. (photo caro)

savoir ce qu'il en était des jeux moins violents, il a indiqué qu'il s'agit dans la majorité des cas de jeux de force même si la violence est souvent subtile et pas reconnaissable au premier abord.

Rapport avec la «culture de guerre»

Le rapport avec la «culture de guerre» de notre temps a été également un point central abordé cet après-midi et cette soirée-là. On sait depuis longtemps et cela a été publié plusieurs fois que l'armée américaine – en manque de recrues – encourage la relève au moyen de tels jeux Internet. Après une poursuite de terroristes captivante au Proche-Orient, on atterrit par un lien sur une page informant sur le recrutement de l'armée américaine. Un vétéran de la guerre en Irak a décrit lors d'un entretien avec une psychologue comment les marines américains, qui ont participé à l'envahissement de l'armée américaine en Irak, voient le rapport de leur disposition à tuer avec les jeux informatiques: l'inhibition de tuer est réprimée au moyen des jeux egoshooter, un processus de déshumanisation a lieu. Le jeune vétéran a rapporté que les jeux de tueur avaient tant modifié le sentiment des jeunes hommes qu'ils éprouvaient une satisfaction et des sentiments de réussite quand ils atteignaient un but, c'est-à-dire tuer un être humain. Quelques-uns se trouvaient même dans un état d'envie: «They are addicted to kill.» [Ils sont avides

de tuer.] Cette réaction des sentiments profondément pervertie est possible parce qu'ils ont déjà appris, pendant leur enfance et leur adolescence, qu'ils peuvent exercer un pouvoir en s'y entraînant à l'ordinateur au moyen des jeux de tueur.

De tels jeux sont juste une partie des nombreux éléments de notre culture de violence médiatique actuelle, qui se répand toujours plus avec emprise sur nos jeunes. Des forums existent sur Internet, dans lesquels l'anorexie devient un culte, où la nostalgie de mourir et l'automutilation sous forme de rituels sont propagées, et où des méthodes de suicide sont discutées; ces forums exercent une influence destructrice en accaparant les adolescents et en les détournant d'activités utiles dans les relations humaines.

Que faut-il faire?

Que peuvent faire les parents, les enseignants et tous ceux qui ne veulent pas regarder passivement ces pratiques? Nous conseillons à une enseignante, à une pédagogue et à une jeune psychiatre de choisir une voie praticable, celle comprenant trois principes, c'est-à-dire éteindre, informer et développer un sentiment de compassion par des activités alternatives. Ces trois stratégies composent un ensemble, l'une ne fonctionne pas sans l'autre. De quoi s'agit-il?

Eteindre

Grâce à 16 leçons d'informations, des enseignants d'une école primaire de Californie ont pu convaincre leurs élèves de troisième et quatrième année, de renoncer volontairement pendant quatre semaines à utiliser les médias électroniques et ensuite à limiter leur consommation à une demi-heure par jour. Cette école a connu, en comparaison avec l'autre école qui faisait partie de l'étude mais où un tel enseignement n'a pas eu lieu, un recul de 50% du comportement violent des enfants à l'école, lors des récréations, sur le chemin de l'école et pendant les loisirs. C'est le résultat d'une étude approfondie effectuée par la faculté de médecine de l'Université de Stanford. Maintenant, on a repris la même étude dans de nombreuses écoles américaines avec le même résultat écrasant, ceci au moyen du programme de Stanford [SMART = Student Media Awareness to Reduce Television (formation chez l'étudiant de la conscience médiatique pour réduire la télévision)] rendu public depuis.

Quand les enfants et les adolescents ont leurs propres appareils électroniques dans leur chambre, la consommation médiatique est beaucoup plus grande, les contenus beaucoup plus violents et les résultats scolaires nettement plus mauvais. C'est le résultat obtenu par les vastes études effectuées par l'Institut de recherche criminologique de Basse-Saxe (Etude de Pfeiffer).

Informer

Bilan: Les spécialistes sont d'accord, il n'existe pas de dispute scientifique comme l'industrie du jeu l'affirme volontiers: la réduction de la consommation médiatique a des effets bienfaisants chez les enfants et les adolescents avant tout si cela se déroule suite à des entretiens informatifs et sérieux entre les parents/les enseignants et les enfants. Quand de tels entretiens sont bâtis sur un véritable dialogue, cela veut dire qu'une contestation est admise, mais que l'éducateur reste convaincant dans son rejet de toute violence – même virtuelle –, un refus ancré au niveau émotionnel peut se développer contre la pollution du monde intérieur. Les parents devraient refuser leur aide de toutes façons. Il n'est pas question d'installer des ordinateurs et des appareils de télévision dans la chambre des enfants, et les parents devraient clairement refuser de tolérer sous leur toit des actes méprisables même s'ils sont virtuels. Les droits de l'homme sont valables aussi au domicile parental! Les parents croient encore souvent à l'idée erronée qu'avec l'apparition de la puberté, ils n'ont plus d'influence sur leurs enfants. Il n'en est pas ainsi: des recherches dans le domaine de la psychologie de l'enfance et de l'adolescence ont montré à maintes reprises que les jeunes gens estiment tout à fait les opinions et les valeurs de leurs parents quand ceux-ci convainquent en tant que modèles.

Des activités alternatives

Si les écrans restent noirs, il reste beaucoup de temps pour d'autres activités alternatives. La recherche empirique peut nous indiquer des directives ici aussi sur les conditions de développement d'une personnalité prosociale, c'est-à-dire pacifique, coopérative et serviable. Le fait d'accomplir un acte de soutien et de ressentir la peine et la joie des autres renforce chez l'enfant la compassion, le lien avec ses semblables et le sentiment d'avoir une signification positive pour les autres. C'est pourquoi des activités prosociales, en premier lieu sous la direction des adultes, constituent un facteur de protection durablement efficace contre le danger d'hébétement et d'abrutissement de la violence médiatique. Une classe d'école primaire bricole des objets et fait des gâteaux pour les vendre et l'on fait don de l'argent récolté à une autre école primaire d'un pays sous-développé. La mère rend visite à une voisine malade et avec les enfants, elle réfléchit à la manière de lui faire un plaisir. Il y a d'innombrables possibilités – il faut seulement passer aux actes. Nous sommes trop peu conscients du fait que l'on fonde et cultive de cette façon chez nos enfants une orientation axée sur l'humanité; cela signifie que les succès vécus en aidant et en partageant la peine et les joies des autres restent et sont ancrés au niveau émotionnel – c'est la meilleure protection contre les emprises perverses et destructrices des forces cherchant à décomposer la société au moyen de médias électroniques.

Courrier des lecteurs

Les exportations de matériel de guerre augmentent – la faim aussi

A Haïti, en Egypte et dans de nombreux autres pays ont eu lieu des insurrections de populations affamées. La situation est particulièrement critique en Asie, où le prix du riz a augmenté de manière explosive.

Or, on pourrait approvisionner les hommes de suffisamment de nourriture avec seulement un millième des dépenses mondiales pour l'armement (1204 milliards de dollars américains par an). Néanmoins les exportations allemandes de matériel de guerre continuent. L'Allemagne est devenue le plus grand exportateur mondial de matériel de guerre après les Etats-Unis et la Russie, selon le Stockholm International Peace Research Institute SIPRI (www.sipri.org). Le réarmement mondial et les guerres en Irak, en Afghanistan, en Somalie, au Soudan, au Congo etc. ont favorisé les exportations d'armes allemandes. Avec les actions de l'industrie d'armement, les investisseurs institutionnels, entre autres nos caisses de retraite, réalisent des profits substantiels. Le groupe industriel de fabrication d'armes Rheinmetall par exemple, une entre-

prise qui a déjà produit de l'armement pour Hitler, obtient des ventes et des bénéfices croissants. Rien que dans le secteur des véhicules militaires automobiles, Rheinmetall a augmenté son profit avant impôts (Earnings before Taxes) entre 2006 et 2007 de 1,4 milliards à 1,7 milliards de dollars américains. (Source: <http://jdin.janes.com> – 19/3/08).

L'industrie d'armement allemande va-t-elle enfin passer à la production civile? Est-ce que toutes les exportations allemandes de matériel de guerre vont être arrêtées? L'image de l'Allemagne, pour laquelle on dépense beaucoup d'argent, ne profite certainement pas de ces exportations. Avec des exportations allemandes de matériel de guerre et avec des engagements militaires à l'étranger, la vieille haine contre les Allemands, qui était très grande en Europe après la Seconde Guerre mondiale, renaît. – «Si je pense à l'Allemagne la nuit, je suis privé de sommeil», a écrit l'écrivain Heinrich Heine à Paris en 1843.

H. Frei, Zurich



ISBN 3403042685